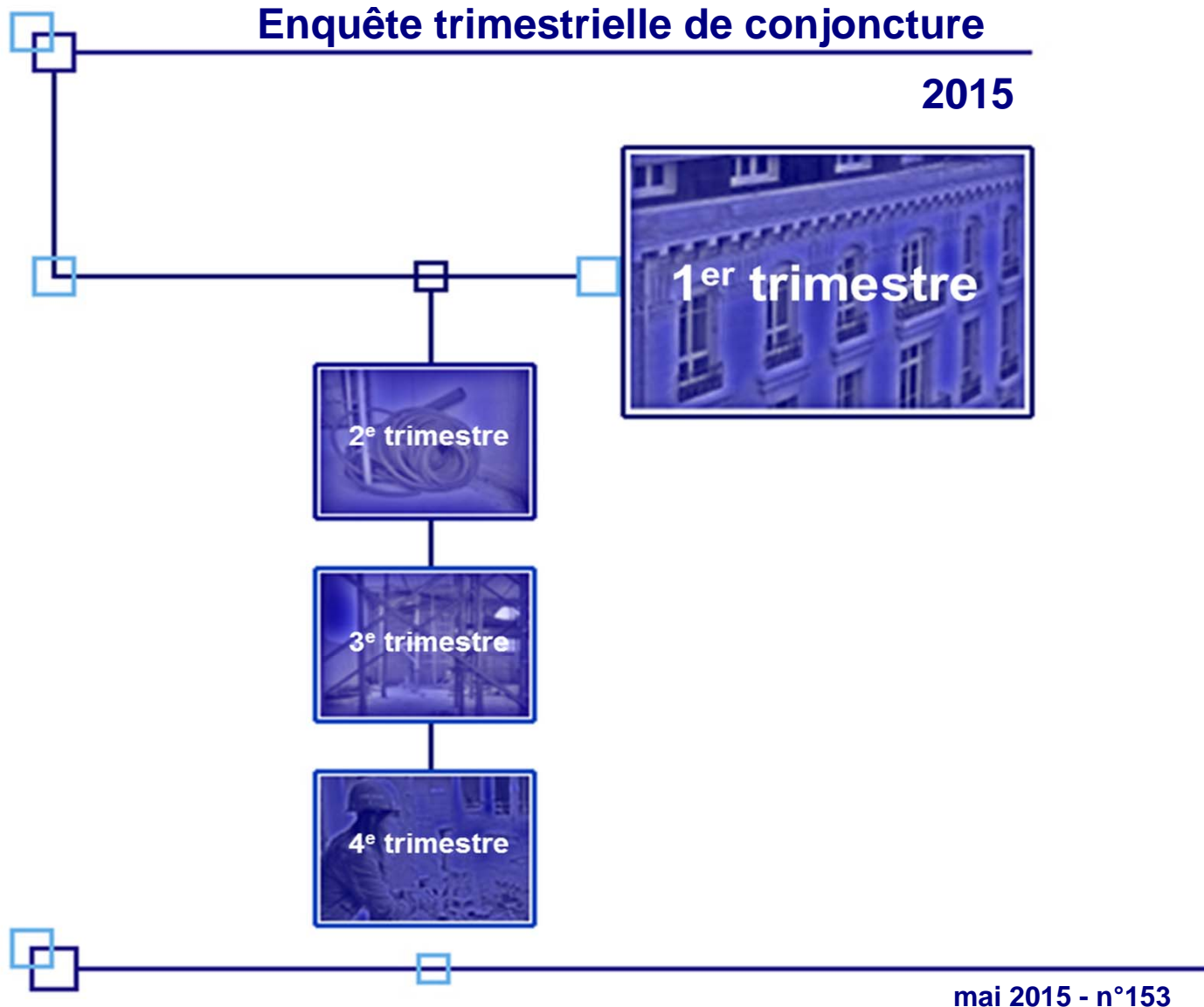


Enquête trimestrielle de conjoncture

2015



mai 2015 - n°153

ENQUETE TRIMESTRIELLE DE CONJONCTURE

Premier trimestre 2015

Opinions émises par les entrepreneurs à l'enquête trimestrielle de conjoncture comparées à celles des 4e trimestre 2014 et 1er trimestre 2014

		Ensemble des corps d'état	Gros Œuvre	Menuiserie Bois	Couverture Plomberie Etancheite	Métallerie	Genie Climatique Isolation	Peinture Finitions	Electricité
Ensemble de l'activité	Par rapport au trimestre écoulé	↘	↗	→	↘	↘	↘	↘	↘
	Par rapport au même trimestre de l'année précédente	↘	→	↘	↘	↘	↘	↘	↘
	Pour le trimestre à venir / même trimestre de l'année précédente	↘	↘	↘	↘	↘	↘	↘	↘
Le logement neuf	Par rapport au trimestre écoulé	↘	→	↗	↗	↗	→	↘	↘
	Par rapport au même trimestre de l'année précédente	↘	↘	↗	→	↘	↘	↘	↘
	Pour le trimestre à venir / même trimestre de l'année précédente	↘	↘	↘	↘	↘	↘	↘	↘
Les locaux non résidentiels neufs	Par rapport au trimestre écoulé	↗	↗	↗	↗	↘	↗	↘	↗
	Par rapport au même trimestre de l'année précédente	→	→	↗	↗	↘	↗	↘	↗
	Pour le trimestre à venir / même trimestre de l'année précédente	↘	↘	↘	↗	↘	↘	↘	↗
L'entretien-amélioration	Par rapport au trimestre écoulé	↘	→	↘	↘	↗	↘	→	↘
	Par rapport au même trimestre de l'année précédente	→	↗	↘	↘	→	↘	↘	↗
	Pour le trimestre à venir / même trimestre de l'année précédente	↘	↘	↘	↘	↗	↘	↘	↘
Opinion sur les carnets de commandes	Par rapport au trimestre écoulé	→	↗	↗	↘	↘	↘	→	↘
	Par rapport au même trimestre de l'année précédente	↘	↘	↘	↘	↘	↘	↘	↘
Prévisions de prix	Par rapport au trimestre écoulé	↗	↗	↘	↘	↗	↗	↘	→
	Par rapport au même trimestre de l'année précédente	↘	↘	↘	↘	↘	↘	↘	↘
Trésorerie	Par rapport au trimestre écoulé	↘	↘	↘	↗	↘	↘	↘	↘
	Par rapport au même trimestre de l'année précédente	→	↘	↘	↗	↘	↗	↘	→
Prévisions d'investissements	Par rapport à l'année précédente	↘	↘	→	↗	↘	↗	↘	↘
Les effectifs	Par rapport au trimestre écoulé	↘	↘	↗	↘	↗	↘	↗	↗
	Par rapport au même trimestre de l'année précédente	↘	↘	↗	↗	↗	↘	↘	↘
	Pour le trimestre à venir / même trimestre de l'année précédente	↘	↘	↘	↘	→	↘	↘	↘
Tendance générale prévue de l'activité du Bâtiment	Par rapport au trimestre écoulé	↗	↗	↗	↗	↗	→	↗	↗
	Par rapport au même trimestre de l'année précédente	↘	↘	↘	→	↗	↘	↘	↗

Cette enquête est réalisée par la Direction des Affaires Economiques et Juridiques de la FFB Grand Paris en liaison avec la FFB Région Ile-de-France Yvelines Essonne Val d'Oise et la FFB Ile-de-France Est.

FFB Grand Paris
10, rue du Débarcadère
75852 Paris Cedex 17
Tél : 01 40 55 10 57 et 10 52
Fax : 01 40 55 10 64

FFB Région Ile-de-France
Yvelines-Essonne-Val d'Oise
23, rue du Général de Gaulle
78560 Le Port Marly
Tél : 01 39 58 28 91

FFB Ile-de-France Est
45, rue Nouvelle
77002 Melun Cedex
Tél : 01 64 87 66 00

	L'activité au cours du premier trimestre 2015	L'activité prévue pour le deuxième trimestre 2015
Activité	<p>L'activité des entreprises s'est fortement dégradée au premier trimestre 2015. Le solde d'opinion correspondant chute de 7 points pour s'établir à -28, niveau le plus bas depuis le premier trimestre 2013. Le ralentissement de l'activité, continu depuis près de trois ans, s'est encore accentué au premier trimestre.</p> <p>L'activité s'est ralentie tant sur les chantiers privés (solde d'opinion à -20, en baisse de 3 points) que sur les chantiers publics (solde d'opinion à -44, en baisse de 3 points). Ce dernier est au plus bas depuis le premier trimestre 1997.</p> <p>Le niveau des soldes d'opinion par corps d'état montre que l'ensemble des corps d'état enregistre un repli de l'activité. Par rapport au trimestre précédent, seul le Gros Œuvre affiche une progression de son solde d'opinion. S'il progresse pour le deuxième trimestre consécutif (+6 points après +5 points), il reste inférieur de 10 points à sa moyenne sur 10 ans.</p> <p>L'activité est contrainte pour 72% des entreprises (+2 points par rapport au trimestre précédent) qui citent l'insuffisance de commandes comme le principal obstacle à l'accroissement de l'activité. Les contraintes financières sont également une préoccupation majeure.</p>	<p>Les résultats de l'enquête de conjoncture laissent augurer une activité très dégradée pour le deuxième trimestre 2015. Après avoir atteint son plus bas niveau depuis 1996, le solde d'opinion des chefs d'entreprise concernant les perspectives d'activité de leurs entreprises remonte de 12 points pour s'établir à -25, niveau toujours nettement inférieur à la normale.</p> <p>Les perspectives d'activité sont moroses tant sur les chantiers publics que sur les chantiers privés.</p> <p>Le niveau des soldes d'opinion par corps d'état montre que l'ensemble des corps d'état a des perspectives d'activité dégradées. Par rapport au trimestre précédent, l'ensemble des corps d'état enregistre une hausse de leur solde d'opinion à l'exception du Génie Climatique-Isolation.</p> <p>Le carnet de commandes moyen progresse de +0,5 mois pour s'établir à 5,5 mois, niveau supérieur à sa moyenne sur 10 ans (5,3 mois). 38% des entreprises ont un carnet de commandes inférieur ou égal à 2 mois et 62% (+11 points en un an) jugent que leur carnet de commandes est inférieur à la normale.</p> <p>Les prix sont attendus en baisse pour le deuxième trimestre 2015 par 39% des sondés (-7 points). Cette part est nettement supérieure à la moyenne sur 10 ans (23%).</p>
Construction neuve	<p>Le solde d'opinion concernant l'activité des entreprises sur le marché de la construction neuve de logements baisse de 7 points pour s'établir à -44. Celui concernant l'activité des entreprises sur le marché de la construction neuve de locaux remonte de 9 points. L'activité sur ce marché reste très dégradée en raison de la baisse des autorisations et des mises en chantier observée en Ile-de-France.</p>	<p>Les perspectives d'activité sur le marché de la construction neuve (logements et locaux) sont moroses. Les soldes d'opinion correspondants s'établissent à -40 et à -35. Après trois trimestres consécutifs de baisse, ils progressent de, respectivement, 6 points et 12 points. Leur niveau reste inférieur à leur moyenne sur 10 ans de, respectivement, 17 points et 18 points.</p>
Entretien-amélioration	<p>Le repli de l'activité sur le marché de l'entretien-amélioration s'est de nouveau accéléré au premier trimestre 2015. Après trois trimestres consécutifs de hausse, le solde d'opinion correspondant perd 6 points pour s'établir à -20.</p>	<p>Malgré une progression de 13 points du solde d'opinion correspondant, les perspectives d'activité sur le marché de l'entretien-amélioration restent moroses. A -15, le solde d'opinion est inférieur de 11 points à la moyenne sur 10 ans.</p>
Situation financière	<p>Le solde concernant la situation financière des entreprises est inférieur de 12 points à la moyenne sur 10 ans. La situation financière des entreprises est dégradée, principalement, en raison du défaut de paiement des clients, du ralentissement de l'activité et des prix anormalement bas. 45% des chefs d'entreprise estiment que les délais de paiement s'allongent et 46% que les retards de paiement augmentent.</p>	<p>Alors qu'en fin d'année 2014, 40% des chefs d'entreprise estimaient que leur capacité d'investissement serait réduite en 2015 par rapport au niveau atteint en 2014, cette part baisse de 9 points pour s'établir à 31% tandis que la part de ceux qui anticipent une hausse de leurs investissements progresse de 3 points. Cette hausse est néanmoins trop faible pour traduire un retour, même timide, de la confiance.</p>
Emploi	<p>45% des chefs d'entreprises éprouvent des difficultés de recrutement, niveau inférieur de 18 points à la moyenne sur 10 ans. Dans le contexte actuel, marqué par la faiblesse de l'activité, la part des entreprises confrontées à une insuffisance de personnel est faible ce qui diminue les besoins en recrutement. Parmi les entreprises rencontrant ces difficultés, 44% ont signalé des difficultés pour recruter des cadres et 23% pour recruter des ouvriers professionnels.</p>	<p>5% (+1 point par rapport à l'enquête précédente) des chefs d'entreprise interrogés ont exprimé leur intention de recruter au deuxième trimestre 2015.</p> <p>Le solde d'opinion concernant l'évolution future des effectifs s'établit à -22, niveau inférieur de 23 points à la moyenne sur 10 ans. Il a perdu 18 points en 1 an.</p>
Tendance générale	<p>Dans un contexte économique dégradé, 41% des chefs d'entreprise anticipent une contraction de l'activité dans le secteur du Bâtiment au deuxième trimestre 2015.</p>	

• Logements autorisés (en nombre)

Période		France	IDF
12 mois à fin mars 2015	p	357 030	61 760
12 mois à fin mars 2014	p-1	381 798	63 438
Variation	p/p-1	-6,5%	-2,6%

Source : Sitadel2

• Logements commencés (en nombre)

Période		France	IDF
12 mois à fin mars 2015	p	286 477	48 570
12 mois à fin mars 2014	p-1	310 279	48 398
Variation	p/p-1	-7,7%	0,4%

Source : Sitadel2

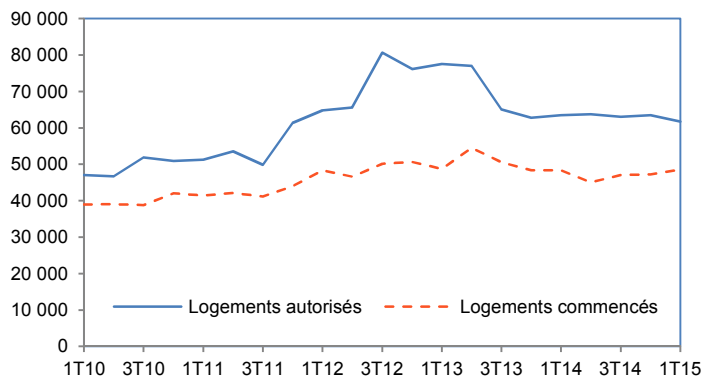
En France métropolitaine, 357 030 logements ont été **autorisés** sur les douze derniers mois, soit une baisse de -6,5% par rapport aux douze mois précédents. C'est le volume annuel d'autorisations le plus faible enregistré depuis le premier trimestre 2000. Les autorisations de logements collectifs (-7,9%, 177 208 unités) chutent le plus fortement, suivies par celles de logements individuels (-6,7%, 150 228 unités). Les autorisations de logements en résidence progressent (+4,2%, 29 594 unités). Les autorisations en volume annuel progressent dans 5 régions (Alsace, Bourgogne, Corse, Languedoc-Roussillon et Pays de la Loire). 87 161 logements ont été autorisés au premier trimestre 2015 (-6% par rapport au premier trimestre 2014).

286 477 logements ont été **commencés** sur les douze derniers mois, soit une baisse de -7,7% par rapport aux douze mois précédents. Les mises en chantier de logements individuels chutent de -20% pour s'établir à 116 944 unités. Celles de logements collectifs se stabilisent (+0,3%). Elles s'établissent à 144 535 unités, niveau nettement inférieur à la moyenne observée depuis 2008 (149 800). Enfin, les mises en chantier de logements en résidence progressent (+24,7%, 24 998 unités). Six régions (Alsace, Champagne-Ardenne, Haute Normandie, Ile-de-France, Nord-Pas-de-Calais et Pays de la Loire) enregistrent une progression des mises en chantier. 72 954 logements ont été commencés au premier trimestre 2015 (+1% par rapport au premier trimestre 2014).

En Ile-de-France, 61 760 logements ont été **autorisés** sur les douze derniers mois, en baisse de -2,6% par rapport aux douze mois précédents. Après avoir fortement chuté entre juin 2013 et décembre 2014, les autorisations de logements individuels ont progressé au premier trimestre 2015. Malgré cette légère hausse, le volume annuel des autorisations de logements individuels reste en baisse (9 990 unités, -1,1%). Les autorisations de logements collectifs baissent de -3,5% pour s'établir à 43 776 unités, en raison d'un ralentissement des autorisations au premier trimestre 2015. Enfin, les autorisations de logements en résidence sont stables (7 994 unités, +0,5%).

48 570 logements ont été **commencés** sur les douze derniers mois, en progression de +0,4% par rapport au douze mois précédents. Les mises en chantier de logements individuels chutent (-21,1%, 5 912 unités). Celles de logements collectifs baissent (-2,3%, 35 014 unités). Suite à la forte progression des autorisations de logements en résidence, les mises en chantier de ce type de bien progressent fortement (+50,8%, 7 644 unités).

Graphique 1 : Logements autorisés et commencés en Ile-de-France en rythme annuel (en nombre)



Le marché du logement neuf en Ile-de-France (ADIL 75)

Au premier trimestre 2015, le marché du logement neuf a été plus dynamique qu'au premier trimestre 2014 mais les volumes de ventes et de mises en vente sont restés inférieurs à la normale.

Sur douze mois, les mises en ventes atteignent 14 490 unités (en baisse de -1% par rapport aux douze mois précédents). Les mises en vente baissent dans les Hauts-de-Seine (-27%), à Paris (-19%), dans l'Essonne (-13%) et dans les Yvelines (-3%).

Sur douze mois, les ventes atteignent 14 036 unités (en hausse de +19% par rapport aux douze mois précédents). Seul Paris (-24%) enregistre une baisse des ventes. L'Essonne (+59%) et le Val d'Oise (+55%) enregistrent les plus fortes hausses.

Malgré une baisse de -4% par rapport au 31 mars 2014, l'encours de logements disponibles en Ile-de-France (17 194 unités au 31 mars 2015) reste nettement supérieur à la moyenne de long terme.

Le prix moyen des logements neufs disponibles s'établit à 4 724€ par m² en Ile-de-France, en baisse de -0,4% par rapport à décembre 2014 (-1,5% en Zone Centrale, +1,9% en Grande Couronne).

Les aides à l'accession en Ile-de-France

Les lois de finances pour 2012 et 2013 ont durci les critères d'octroi du PTZ+ en instaurant un plafond de ressources et en le réservant au neuf. Le décret n°2014-889 prévoit une baisse de la quotité des PTZ+ en zone A pour les offres émises à compter du 1^{er} octobre. Comme le redoutait la Profession, cette baisse a fortement contraint la distribution de PTZ+ dans notre région. Ainsi, les statistiques du SGFGAS montrent que seuls 2 829 PTZ+ ont été distribués au quatrième trimestre 2014 contre 4 444 PTZ+ au quatrième trimestre 2013. Le montant moyen des opérations baisse de -4,1% pour s'établir à 229 704 €.

Observatoire du Crédit Logement (France)

Le nombre de prêts bancaires accordés dans le neuf a progressé de 19,7% sur un an. Au premier trimestre, les taux étaient toujours orientés à la baisse (2,25% contre 2,48% au quatrième trimestre) tandis que la durée moyenne des prêts (237 mois) se stabilisait. Enfin, le coût relatif des opérations s'est établi à 4,6 années de revenus.

Dans un climat tant politique, qu'économique et fiscal défavorable, le chiffre d'affaires de la construction neuve de logements devrait se replier de -1,5% en 2015.

La construction neuve de locaux non résidentiels

• Locaux non résidentiels autorisés (en milliers de m²)

Période		France	IDF
12 mois à fin mars 2015	p	33 862	3 451
12 mois à fin mars 2014	p-1	40 608	4 486
Variation	p/p-1	-16,6%	-23,1%

Source : Sitadel2

• Locaux non résidentiels commencés (en milliers de m²)

Période		France	IDF
12 mois à fin mars 2015	p	24 093	2 901
12 mois à fin mars 2014	p-1	27 833	3 179
Variation	p/p-1	-13,4%	-8,7%

Source : Sitadel2

L'ordonnance n° 2011-1539 du 16 novembre 2011 modifie la définition des surfaces de plancher prises en compte dans le droit de l'urbanisme. À compter du 1^{er} mars 2012, la surface de plancher se substitue à la surface de plancher hors œuvre brute (SHOB) et à la surface de plancher hors œuvre nette (SHON). Aujourd'hui, l'administration a recalculé les séries SHON passées en équivalent surface de plancher jusqu'au mois de décembre 2011. Une rupture de série apparaît en décembre 2011.

En France métropolitaine, 33,8 millions de mètres carrés de locaux non résidentiels ont été **autorisés** sur les douze derniers mois, en baisse de -16,6% par rapport aux douze mois précédents. C'est le niveau le plus bas enregistré depuis novembre 2010. Seules les surfaces autorisées d'entrepôts progressent (+2,8%, 5,3 millions de m²). Les surfaces autorisées de bureaux baissent de -22,3%, celles de commerces de -21,6% et celles de locaux de services publics de -19,9%.

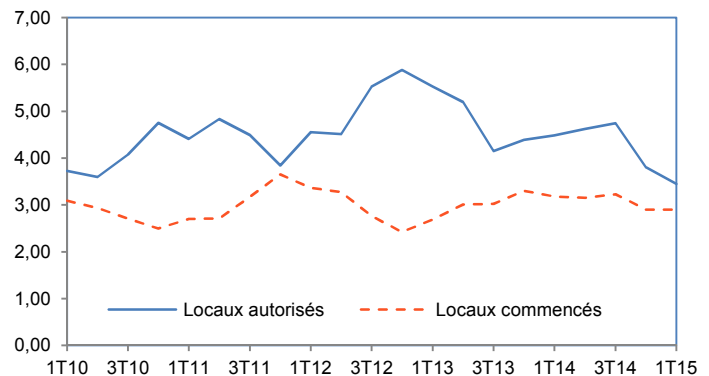
Les mises en chantier de locaux non résidentiels s'élèvent à 24 millions de mètres carrés sur les douze derniers mois, en baisse de -13,4% par rapport aux douze mois précédents. C'est le niveau le plus bas enregistré depuis janvier 2011. Tous les types de locaux non résidentiels enregistrent une baisse des surfaces mises en chantier. Ainsi, celles de locaux de services publics baissent de -25,1% et celles de bureaux de -6,6%.

En Ile-de-France, 3,45 millions de mètres carrés de locaux non résidentiels ont été **autorisés** sur les douze derniers mois, soit une chute de -23,1% par rapport aux douze mois précédents. Les surfaces autorisées de bureaux (719 465 m²) et de locaux de services publics (958 722) sont en forte baisse (respectivement, -57,7% et -7,3%). Les surfaces autorisées d'entrepôts (638 325 m²) et celles de locaux d'hébergement hôtelier (181 331 m²) sont, quant à elles, en hausse de, respectivement, +12,7% et +7,6%.

2,9 millions de mètres carrés de locaux non résidentiels ont été **mis en chantier** sur les douze derniers mois, soit une chute de -8,7% par rapport aux douze mois précédents. Les surfaces mises en chantier de bureaux chutent le plus fortement (-26,7%) pour s'établir à 757 349 m². Elles sont suivies par les mises en chantier de surfaces de locaux de services publics (-23,5%, 832 451 m²).

La fin de l'exonération de la Redevance pour Création de Bureaux (RCB-IDF) pour les opérations de démolition-reconstruction et la forte augmentation de cette redevance dans la majorité des communes au 1^{er} janvier 2014 a bloqué le lancement de nombreux projets entre janvier et novembre 2014. Si le rétablissement de cette exonération a permis d'en débloquer certains, l'éventuel retour à la normale prendra plusieurs mois.

Graphique 2 : Locaux non résidentiels autorisés et commencés en Ile-de-France en rythme annuel (en millions de m²)



Selon CB Richard Ellis, les fondamentaux du marché français de l'investissement en immobilier d'entreprise sont solides. Il bénéficie d'un afflux de capitaux en recherche d'investissements de très gros volumes dans des actifs sécurisés (qualité de la desserte en transports, qualité techniques des ouvrages et risque locatif cadré). Les grands institutionnels étrangers (fonds de pension et fonds souverains) représentent 56% des engagements signés au premier trimestre. Demande forte, offre limitée et coût de l'argent au plus bas ont fortement pesé sur les taux de rendement immobiliers, tombé à 3,75% pour les bureaux parisiens du segment "prime".

Les données provisoires montrent que les transactions sur le marché francilien des bureaux, commerces et entrepôts se sont élevées à 3,6 milliards d'euros au premier trimestre 2015 (+20% sur un an).

Sur le marché francilien des bureaux, la demande placée atteint 372 500 m² au premier trimestre, niveau inférieur de 33% à la moyenne sur 10 ans. CBRE constate un allongement des délais de négociation en raison de propriétaires prêts à d'importantes concessions. La demande placée de surfaces de plus de 5 000 m² atteint 98 000 m² (-54% sur un an). Celle de surfaces intermédiaires (1 000 à 5 000 m²) atteint 111 400 m² (-21%) et celle de surfaces de moins de 1 000 m² atteint 163 100 m² (+7%). Le loyer facial moyen francilien hors charges pour des surfaces neuves ou restructurées / rénovées est stable sur un an à 296 € HT/m²/an. Le volume de surfaces immédiatement disponibles (3,98 millions de m²) est stable sur un an. Le taux de vacance francilien moyen est de 7,2%, avec de fortes disparités entre les différents marchés franciliens : il varie de 5,5% à Paris à 12% dans le croissant ouest. Seulement 21% du stock est composé de surfaces neuves ou restructurées. Au 1^{er} trimestre, CBRE constate une augmentation des lancements "en blanc" (8 chantiers totalisant 130 000 m²) en raison de la nouvelle demande des investisseurs pour ces produits. La majorité de cette offre est déjà pré-commercialisée.

Avec 269 300 m² de demande placée en Ile-de-France au premier trimestre, l'activité sur **le marché des entrepôts de plus de 5 000 m²** progresse de +26% sur un an. Le stock atteint 1,4 million de m², en baisse de -13% sur un an.

Sur le marché francilien des locaux d'activité et des petits entrepôts, la demande placée atteint 152 200 m² au premier trimestre (-35% sur un an). Le stock s'élève à 2,7 millions de m², en hausse de +9% sur un an.

La faiblesse des mises en chantier et des autorisations devrait se traduire en 2015 par un repli de -1% du chiffre d'affaires de la construction neuve de locaux non résidentiels en Ile-de-France.

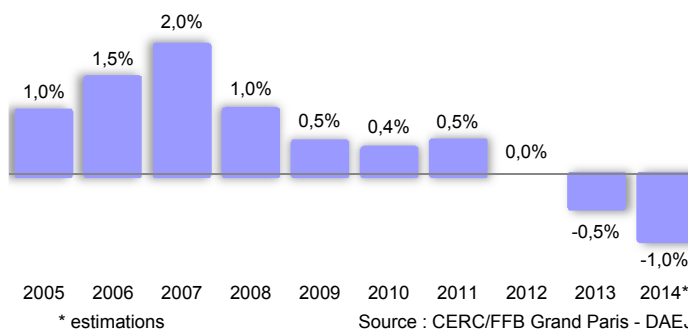
Les travaux d'entretien-amélioration

Pour la seconde année consécutive, l'activité dans le secteur de **l'entretien-amélioration** a reculé de -1% en 2014. Ce secteur représente près de 60% du chiffre d'affaires de la Profession en Ile-de-France. Il ressort des résultats de l'enquête de conjoncture que les chefs d'entreprise anticipent globalement une baisse de leur activité sur ce marché au deuxième trimestre 2015.

L'évolution du chiffre d'affaires sur le marché de l'entretien-amélioration dépend fortement du comportement et de la capacité de financement des ménages, des entreprises et des administrations. Si les fondamentaux du marché restent dégradés, les statistiques disponibles montrent un début de retournement des déterminants de la demande. A ce titre, il faut noter l'amélioration du moral des ménages [l'indicateur concernant l'opportunité de faire des achats importants a progressé de 9 points en un trimestre pour s'établir à -13, niveau supérieur à la moyenne observée depuis 1987 (-14)]. En revanche, le faible volume de ventes immobilières et la faiblesse du taux de marge des entreprises [36,1%, niveau nettement inférieur à la moyenne de long terme (42,1%)] restent défavorables à la hausse de la demande en travaux.

Sur le marché de la rénovation énergétique, le volume des Eco-PTZ distribués est en baisse continue depuis de nombreuses années. Ainsi, les données du SGFGAS montrent que seuls 1 549 Eco-PTZ ont été distribués en Ile-de-France en 2014 dont 217 au quatrième trimestre. La mise en place de l'éco-conditionnalité de l'Eco-PTZ au 1^{er} septembre n'a pas permis d'augmenter la distribution. Le montant total des prêts distribués est de 30,2 millions d'euros contre 37,8 millions d'euros en 2013 (-20%).

Graphique 3 : Evolution du chiffre d'affaires de l'entretien-amélioration



La Profession se félicite de la mise en place du Crédit d'Impôt pour la Transition Energétique (CITE). Concernant l'Eco PTZ, la Profession s'inquiète de la baisse continue de la distribution. Elle espère que le transfert du risque de conformité des banques vers les entreprises au 1^{er} janvier 2015 permettra de relancer ce produit et contribuera à atteindre 125 000 rénovations énergétiques de logements par an en Ile-de-France. D'autres voies de financement doivent être développées, notamment, la vente de droit à construire (surélévation ou densification des parcelles), le micro-crédit ou encore la mutualisation de la production d'énergie. La Profession soutient l'élaboration de stratégies et d'initiatives locales en faveur de la rénovation énergétique afin d'améliorer l'efficacité du Plan de Rénovation Energétique de l'Habitat.

Après deux années consécutives de baisse, le chiffre d'affaires sur le marché de l'entretien-amélioration devrait se stabiliser en 2015.

L'emploi

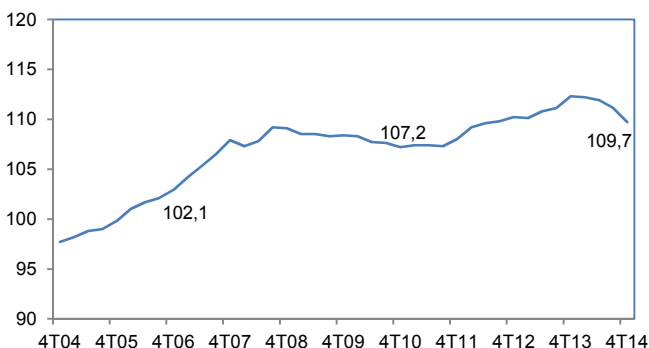
• L'emploi salarié dans les entreprises du Bâtiment et des Travaux Publics d'au moins un salarié

au troisième trimestre 2014	75	92	93	94	77	78	91	95	IDF
Effectifs Construction	29 466	37 066	43 301	37 960	31 399	35 780	32 172	26 106	273 250
Variation t/t-1 (%)	-1,6	-0,9	0,0	-0,7	-0,5	-0,4	-0,6	-1,3	-0,7

au quatrième trimestre 2014	75	92	93	94	77	78	91	95	IDF
Effectifs Construction	28 937	36 516	42 038	37 907	31 266	35 323	31 785	26 212	269 984
Variation t/t-1 (%)	-1,8	-1,5	-2,9	-0,1	-0,4	-1,3	-1,2	0,4	-1,2

Source : INSEE

Graphique 4 : Evolution des effectifs salariés en Ile-de-France sur 10 ans (Base 100 en T4 2001)



Les statistiques de l'INSEE montrent que l'emploi salarié dans la Construction (BTP) atteint 269 984 salariés au 31 décembre 2014 contre 276 214 un an auparavant. En un an, le BTP a perdu plus de 6 200 emplois en Ile-de-France.

Sur un an, tous les départements affichent une baisse des effectifs. Les Hauts-de-Seine (-3,6%) et Paris (-3,2%) enregistrent les plus importantes destructions d'emploi. Par rapport à 2007, la Seine-Saint-Denis est le département le plus dynamique (+7,2%). A l'inverse, Paris enregistre les plus importantes destructions d'emplois (-9,7%).

NB : A partir du 1^{er} trimestre 2012, la source des données de l'INSEE a été modifiée ce qui a provoqué une rupture de série. Les données présentées ici sont provisoires.

• L'emploi intérimaire dans les entreprises du Bâtiment et des Travaux Publics en Ile-de-France

au quatrième trimestre 2014	TP	GO	SO
Intérimaire	4 013	4 302	5 887
Evolution trimestrielle (%)	-23,0	-19,0	-8,3
Evolution annuelle (%)	-28,7	-33,4	-9,0

Source : CERC

Le nombre d'intérimaires dans le Bâtiment au 30 décembre 2014 s'établit à 10 189, en baisse de -13,2% par rapport au 30 septembre 2014 et de -21,2% sur un an. A 4 302, le nombre d'intérimaires dans le Gros Œuvre est en baisse de -33,4% sur un an. Il est au plus bas depuis 2003.

en milliards d'€ 2014	2011	2012	2013	2014	2015*
Total construction neuve	12,3	12,5	12,8	12,8	12,7
<i>France entière</i>	61,6	60,1	56,5	51,6	49,9
- dont logements	6,6	6,7	6,8	6,8	6,7
<i>France entière</i>	39,1	37,7	34,8	31,2	31,1
- dont autres bâtiments	5,7	5,8	6,0	6,0	5,9
<i>France entière</i>	22,5	22,4	21,7	20,4	18,8
Total travaux sur bât. Existants	19,5	19,5	19,4	19,2	19,2
<i>France entière</i>	73,2	72,8	71,7	71,1	72,2
TOTAL Ile-de-France	31,8	32,0	32,2	32,0	31,9
<i>France entière</i>	134,8	132,9	128,2	122,7	122,1

*prévisions

11/10	12/11	13/12	14/13	15/14
2,4%	1,5%	2,2%	0,5%	-1,3%
2,3%	-2,4%	-6,1%	-8,6%	-3,2%
2,2%	1,0%	1,5%	1,0%	-1,5%
4,9%	-3,5%	-7,9%	-10,3%	-0,1%
2,6%	2,0%	3,0%	0,0%	-1,0%
-1,8%	-0,6%	-3,1%	-5,9%	-7,9%
0,5%	0,0%	-0,5%	-1,0%	0,0%
0,9%	-0,6%	-1,5%	-0,9%	1,5%
1,2%	0,6%	0,5%	-0,4%	-0,5%
1,5%	-1,4%	-3,5%	-4,2%	-0,4%

Source : FFB/CERC/FFB Grand Paris - DAEJ

En 2014, au niveau national, le chiffre d'affaires du Bâtiment en volume est estimé à 122,1 milliards d'euros, en repli de -4,2%. Il se ventile entre la construction neuve (51,6 milliards d'euros, en baisse de -8,6%) et l'entretien-amélioration (71,1 milliards d'euros, en baisse de -0,9%).

En Ile-de-France, le chiffre d'affaires du secteur du Bâtiment est estimé à 32 milliards d'euros en volume, en repli de -0,4% par rapport à l'année précédente.

Le chiffre d'affaires sur le marché de la construction neuve en Ile-de-France est estimé à 12,82 milliards d'euros, en hausse de 0,5%. Il se décompose comme suit : 6 milliards d'euros pour la construction neuve de bâtiments non résidentiels (niveau stable) et 6,8 milliards d'euros pour la construction neuve de logements (+1%). Le chiffre d'affaires réalisé sur le marché de l'entretien-amélioration baisse pour la seconde année consécutive. Il représente 19,2 milliards d'euros (-1% par rapport à 2013), soit 60% du chiffre d'affaires de la Profession en Ile-de-France.

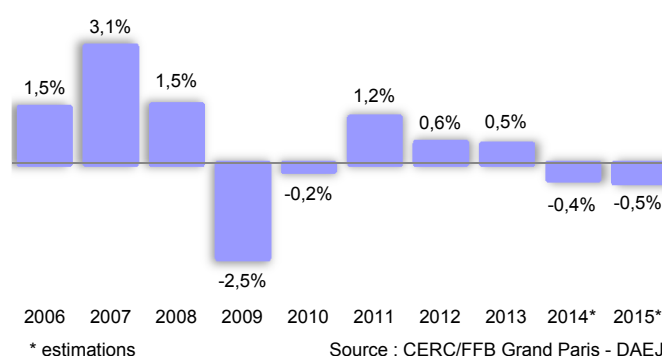
Après trois années de croissance faible, le secteur du Bâtiment en Ile-de-France enregistre un repli de son activité en raison des difficultés rencontrées sur le marché de l'entretien-amélioration. En 2014, le chiffre d'affaires de la Profession est toujours inférieur de 0,9% à son niveau de 2008.

Les prévisions pour 2015 montrent que le chiffre d'affaires en volume atteindra 31,9 milliards d'euros en Ile-de-France, en repli de -0,5% sur l'année.

L'activité sur le marché de la **construction neuve de logements** se replierait de -1,5%. Malgré le nombre élevé de logements sociaux neufs agréés ces dernières années et l'arrivée du dispositif Pinel de soutien à l'investissement et de la TVA à 5,5% dans les quartiers prioritaires de la politique de la Ville, le climat tant politique qu'économique ne devrait pas favoriser la construction neuve de logements. Ce dernier est d'abord marqué par les incertitudes et les blocages politiques, nés de la mise en place de la Métropole du Grand Paris au 1^{er} janvier 2016, et de la résistance de certains élus à la construction de logements. La Profession s'inquiète également de l'impact de la réforme du PTZ+ sur la capacité de financement des primo-accédants, notamment dans le cadre de l'acquisition d'un logement neuf.

Le marché de la **construction neuve de locaux non résidentiels** devrait enregistrer un repli de l'activité de -1%. Trois facteurs récessifs ont été identifiés : l'absence de grand projet, les blocages politiques et la forte baisse des mises en chantier constatée en 2014 (-13% par rapport à 2013). Alors que la fin de l'exonération de la Redevance pour Création de Bureaux (RCB-IDF) pour les opérations de démolition-reconstruction en Ile-de-France avait fortement ralenti le rythme des mises en chantier en 2014, la Profession se félicite du rétablissement de cette exonération.

Graphique 5 : Evolution du chiffre d'affaires du Bâtiment en Ile-de-France



Enfin, après deux années de contraction, l'activité sur le marché de l'**entretien-amélioration** devrait se stabiliser. Après plusieurs années de baisse, l'investissement des ménages et des entreprises serait soutenu par une timide amélioration des perspectives de croissance (1,1% en 2015, 1,3% en 2016) et une relative stabilité fiscale. L'entretien-amélioration bénéficierait de cette progression de l'investissement, notamment le segment de la rénovation énergétique. Ce dernier est l'un des principaux relais de croissance pour notre Profession. A ce titre, la Profession se félicite de la création de l'annuaire national des entreprises RGE et de la mise en place progressive de l'éco-conditionnalité des aides. Néanmoins, le développement du marché de la rénovation énergétique reste freiné par le manque d'information des particuliers et la complexité excessive des dispositifs d'aide. Pour la Profession, il est urgent de mettre en place un dispositif pérenne de financement du reste à charge des travaux.

Les enjeux pour 2015

Au niveau national, notre Profession se mobilise fortement sur la simplification administrative et normative, la loi Macron et la loi sur la Transition Energétique.

Concernant la loi sur la Transition Energétique, la Profession salue les réflexions menées autour du tiers financement des travaux et de l'adaptation des règles d'urbanisme aux nouveaux besoins liés à la rénovation énergétique.

Au niveau local, la Profession s'inquiète des conséquences de la baisse des dotations de l'Etat aux collectivités locales sur l'investissement public et sur l'emploi.

La Profession est membre du groupe de travail sur le logement et du groupe de travail sur la transition énergétique du conseil des partenaires de la Métropole du Grand Paris. La Profession regrette la volonté des élus de réduire les compétences de la future Métropole, notamment en matière de développement de l'offre de logements.

Pays	Croissance du PIB (%)			Inflation (%)			Balance courante (% PIB)		
	2014	2015	2016	2014	2015	2016	2014	2015	2016
Etats-Unis	2,4	2,9	2,8	1,6	0,1	2,1	-2,4	-2,6	-2,6
Japon	0,0	1,3	1,7	2,6	0,7	1,1	0,5	2,4	2,4
Zone Euro	0,9	1,4	1,7	0,4	-0,1	1,1	2,5	2,4	2,4
Allemagne	1,6	1,7	1,8	0,8	0,1	1,5	7,1	7,1	7,3
France	0,4	1,1	1,3	0,6	0,2	1,0	-1,2	-1,5	-1,6
Italie	-0,4	0,7	1,1	0,2	-0,2	0,9	1,9	1,9	2,0
Espagne	1,4	2,1	2,3	-0,2	-0,6	0,9	-0,5	0,7	0,6
Royaume-Uni	2,6	2,5	2,4	1,5	0,6	1,9	-6,5	-4,8	-5,3
Europe - Emergents	1,5	-0,6	2,4	6,5	9,8	5,6	0,1	0,6	0,0
Russie	0,6	-5,0	1,5	7,8	16,5	7,0	2,3	4,8	3,7
Amérique Latine	0,6	0,9	2,7	12,4	12,6	9,6	-2,6	-2,8	-2,6
Asie	6,5	6,5	6,5	3,3	2,6	3,4	2,5	2,6	1,8
Inde	7,4	7,5	7,6	6,5	5,5	5,7	-1,3	-1,5	-2,2
Chine	7,4	7,1	6,9	2,0	1,3	2,6	2,1	2,2	1,4
Ensemble	3,3	3,4	3,9	3,9	3,5	3,7			

Source : Crédit Agricole S.A.

L'économie mondiale en 2014 et perspectives 2015

Après trois années consécutives de ralentissement, la croissance de la production mondiale s'est accélérée en 2014 (+3,3% après +2,8% en 2013). Malgré une croissance toujours dynamique, les pays émergents ont subi une forte instabilité financière liée aux interrogations sur la politique monétaire américaine et la baisse du prix du pétrole. La croissance de l'économie chinoise en 2014 (7,4%) est ainsi la plus faible enregistrée depuis 1999. Parmi les pays industrialisés, le Japon, le Royaume-Uni et les Etats-Unis ont poursuivi leur politique monétaire accommodante. Elles ont fortement fait baisser les taux d'intérêt. Si cette politique a très fortement participé au rétablissement du Royaume-Uni et des Etats-Unis, ses effets semblent s'estomper rapidement au Japon.

Pour 2015, le consensus s'est récemment amélioré pour s'établir à +3,4% (contre +3,1% précédemment). Néanmoins, de nouveaux facteurs d'inquiétudes apparaissent aux Etats-Unis et dans les BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud). La croissance américaine s'est ainsi brutalement arrêtée au premier trimestre en raison de la hausse du dollar et de la baisse des cours du pétrole qui menace la rentabilité des exploitations de pétrole et de gaz de schiste. Ces signes apparaissent dans un contexte de ralentissement continu de l'inflation dans les pays développés et en Asie. Ces éléments et l'absence de retour au plein emploi devraient inciter la FED à retarder la hausse de ses taux d'intérêts.

Timide accélération de la croissance en Europe

Après deux années consécutives de récession, la Zone Euro a enregistré une croissance de 0,9% en 2014.

Pour 2015, le consensus des économistes sur la croissance dans la Zone Euro s'est également amélioré. Il s'établit à +1,4% contre +1% précédemment. Les Etats européens devraient enregistrer une accélération de l'activité. L'Espagne verrait ainsi sa croissance passer de 1,4% en 2014 à 2,1% en 2015 et la France de 0,4% en 2014 à 1,1% en 2015. L'inflation passerait en territoire négatif (-0,1%). Egalement en matière monétaire, le niveau de l'euro ne devrait pas remonter dans les mois à venir et sera un facteur positif pour l'économie européenne. Le taux de chômage s'établit à 11,3% en mars 2015. La croissance prévue pour 2015 est trop faible pour permettre une véritable baisse du chômage.

Le "Brexit", un pari risqué

En 2013, David Cameron, Premier ministre du Royaume-Uni, a annoncé la tenue d'un référendum sur le maintien de son pays dans l'Union Européenne. Cette annonce s'est faite dans un climat de défiance historique et suite au refus du Royaume-Uni de signer avec les autres membres de l'Union le Pacte Budgétaire en décembre 2011.

Alors que l'euro-scepticisme progresse dans la population, le gouvernement britannique réclame la renégociation de certains traités, notamment en matière de protection sociale et de libre circulation des personnes, ce que les autres pays rejettent. Le retrait britannique aurait des conséquences politiques et économiques pour les deux partenaires.

L'Union perdrait, économiquement, un des principaux contributeurs nets au budget et, politiquement, un pays favorable à la libéralisation.

Quant au Royaume-Uni, il serait en difficulté sur un marché qui représente 44,6% de ses exportations et il perdrait son attractivité pour les investisseurs étrangers qui y investissent massivement en raison de sa place de porte d'entrée dans l'Europe. La City conserverait certains avantages (infrastructures de marché, expertise, usage de l'anglais) mais ses acteurs seraient affaiblis par la perte des avantages offerts par la BCE aux institutions présentes sur le sol européen.

La conjoncture en Zone Euro

Après avoir stagné au deuxième semestre 2014, l'indicateur synthétique calculé mensuellement par la Commission européenne à partir des enquêtes de conjonctures nationales a progressé au premier trimestre 2015 grâce au redémarrage de l'industrie, du commerce et de la consommation. A -24, l'indicateur concernant le secteur de la Construction progresse est stable. Il reste inférieur à sa moyenne de long terme (-19).

La France se réveille ?

Le PIB français a progressé de +0,4% au premier trimestre 2015. C'est la meilleure performance depuis le deuxième trimestre 2013. Il faut également noter l'amélioration importante du moral des ménages. Dans le contexte économique et budgétaire actuel, la Profession rappelle l'importance de maintenir le niveau d'investissement public tant au niveau national que local et de mener à leur terme les réformes structurelles nécessaires.

Les résultats détaillés de l'enquête trimestrielle de conjoncture

Premier trimestre 2015

Préambule

Cette enquête a été réalisée conjointement avec l'INSEE et en liaison avec :

- la FFB Région Ile-de-France-Yvelines-Essonne-Val d'Oise,
- la FFB Ile-de-France Est.

Sommaire

	pages
1 - L'activité des entreprises	10
2 - Les carnets de commandes	14
3 - La capacité de production des entreprises	15
4 - La situation financière des entreprises	16
5 - L'emploi	18
6 - Les investissements des entreprises	20
7 - Les prix	21
8 - La tendance générale du Bâtiment	21

Remerciements

Nous exprimons nos remerciements aux chefs d'entreprise qui ont participé à notre enquête trimestrielle de conjoncture.

Note Technique

1 - On appelle :

- Grandes entreprises : celles comptant plus de 300 salariés dans le Gros Œuvre, et plus de 100 salariés dans les autres Corps d'Etat.
- Moyennes entreprises : celles de 50 à 300 salariés dans le Gros Œuvre, et de 20 à 100 salariés dans les Autres Corps d'Etat.
- Petites entreprises : celles de 10 à 49 salariés dans le Gros Œuvre, et de 10 à 19 salariés dans les Autres Corps d'Etat.

2 - Les réponses des entrepreneurs sont le plus souvent qualitatives. On comprendra que les résultats d'une seule enquête n'aient pas de signification : c'est l'évolution des écarts des réponses sur plusieurs enquêtes qui peut, seule, éclairer l'interprétation. Celle-ci appelle donc des précautions particulières. Les séries présentent des mouvements saisonniers plus ou moins accusés.

3 - La plupart des séries se présentent sous la forme d'une suite d'écarts des réponses (écarts algébriques des réponses extrêmes). Exemple en page 11 : l'écart entre les proportions (%) d'entrepreneurs qui estiment leur activité passée "en hausse" et ceux qui l'estiment "en baisse" forme l'indicateur retenu.

L'expérience montre qu'on peut, sans beaucoup de perte d'information, ne retenir que ces soldes pour interpréter les résultats. Ces séries évoluent de part et d'autre d'une ligne zéro marquant, suivant les variables représentées, la stabilité ou un niveau jugé normal. Elles ne traduisent pas une mesure statistique - en valeur absolue ou relative - de la production, mais une tendance plus ou moins forte, à s'écarter ou à se rapprocher, suivant le cas, de la stabilité ou du niveau.

NOTE METHODOLOGIQUE : La méthodologie de l'enquête trimestrielle de conjoncture dans l'industrie du Bâtiment en Ile-de-France a été revue au premier trimestre 2013 afin de l'aligner sur celle retenue par l'INSEE. Les résultats des enquêtes précédentes ont été recalculés avec la nouvelle méthodologie sur la période 1993-2012.

Nouveauté 2013

1- L'activité des entreprises

1-1 Comment a évolué votre activité au cours des trois derniers mois ?

→ Activité passée suivant le type de chantier

	Ensemble du Bâtiment			chantiers publics			chantiers privés		
	en hausse	en baisse	écart	en hausse	en baisse	écart	en hausse	en baisse	écart
1er trimestre 2013	9	38	-29	9	42	-33	12	38	-26
2e trimestre 2013	15	29	-14	12	33	-21	18	29	-11
3e trimestre 2013	14	28	-13	10	33	-23	14	29	-15
4e trimestre 2013	19	30	-11	12	36	-24	15	31	-16
1er trimestre 2014	13	33	-19	8	43	-35	15	34	-19
2e trimestre 2014	14	31	-17	10	41	-31	16	34	-18
3e trimestre 2014	11	36	-25	5	42	-37	14	34	-20
4e trimestre 2014	14	35	-21	9	50	-41	19	36	-17
1er trimestre 2015	10	38	-28	6	50	-44	14	34	-20

Source : FFB Grand Paris - DAEJ - SE

→ Activité passée par corps d'état

(écarts en en %)	Ensemble du Bâtiment	Gros Œuvre	Menuiserie Bois	Couverture Plomberie Etanchéité	Métallerie	Génie Climatique Isolation	Peinture Finitions	Electricité
1er trimestre 2013	-29	-22	-42	-29	-25	-33	-34	-30
2e trimestre 2013	-14	-7	-14	-17	-13	-4	-12	-31
3e trimestre 2013	-13	-7	-10	-31	-20	+13	-17	-29
4e trimestre 2013	-11	-12	-24	-21	-7	+8	-11	-17
1er trimestre 2014	-19	-16	-21	-32	-7	-1	-31	-26
2e trimestre 2014	-17	-12	-4	-47	+4	-2	-24	-22
3e trimestre 2014	-25	-28	-5	-41	-15	-14	-14	-31
4e trimestre 2014	-21	-23	-29	-29	-20	+1	-42	-18
1er trimestre 2015	-28	-17	-29	-35	-28	-18	-50	-33

Source : FFB Grand Paris - DAEJ - SE

→ Activité passée par taille d'entreprise

(écarts en en %)	Ensemble du Bâtiment	Grandes entreprises	Moyennes entreprises	Petites entreprises
1er trimestre 2013	-29	-17	-33	-35
2e trimestre 2013	-14	-7	-16	-19
3e trimestre 2013	-13	-13	-7	-21
4e trimestre 2013	-11	+6	-15	-22
1er trimestre 2014	-19	-9	-22	-27
2e trimestre 2014	-17	-11	-20	-20
3e trimestre 2014	-25	-27	-19	-28
4e trimestre 2014	-21	-12	-16	-35
1er trimestre 2015	-28	-24	-23	-35

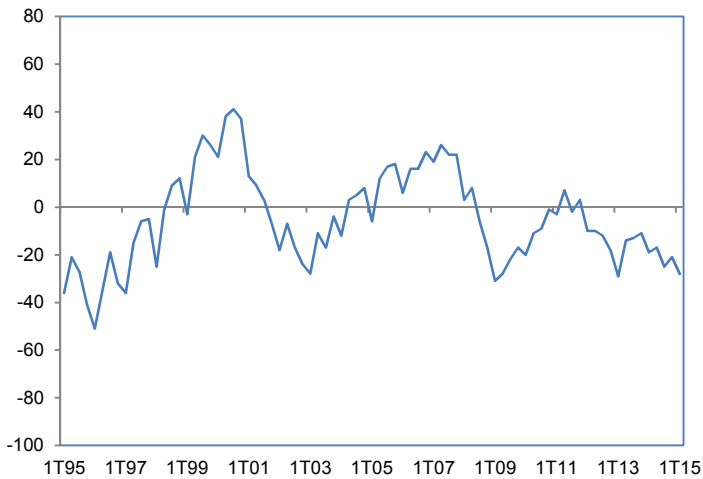
Source : FFB Grand Paris - DAEJ - SE

→ Activité passée suivant le type d'ouvrage

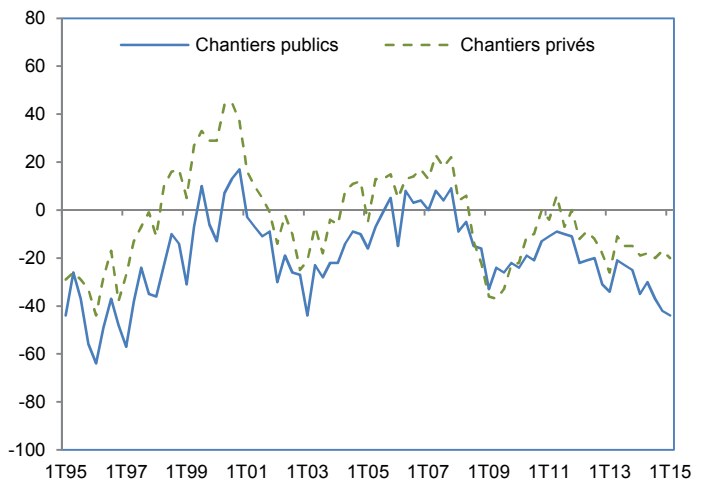
	Logements neufs	Locaux non résidentiels neufs	Entretien - Amélioration
	-31	-39	-30
	-23	-24	-14
	-30	-27	-14
	-26	-33	-11
	-25	-37	-18
	-26	-24	-16
	-46	-35	-15
	-37	-47	-14
	-44	-38	-20

Source : FFB Grand Paris - DAEJ - SE

→ Activité passée de l'ensemble du Bâtiment



→ Activité passée suivant le type de chantier



Pour les chefs d'entreprises qui ont répondu à l'enquête, **l'activité des entreprises s'est fortement dégradée au premier trimestre 2015**. Le solde d'opinion correspondant chute de 7 points pour s'établir à -28, niveau le plus bas depuis le premier trimestre 2013. **Le ralentissement de l'activité, continu depuis près de trois ans, s'est encore accentué au premier trimestre.**

Ce ralentissement de l'activité est surtout ressenti par les grandes entreprises (solde d'opinion à -24, en baisse de 12 points), sur les chantiers publics (solde d'opinion à -44, au plus bas depuis 1997) et sur le marché de la construction neuve de logements (solde d'opinion à -44, en baisse de 7 points).

L'activité s'est ralentie tant sur **les chantiers privés** (solde d'opinion à -20, en baisse de 3 points) que sur **les chantiers publics** (solde d'opinion à -44, en baisse de 3 points). Ce dernier est au plus bas depuis le premier trimestre 1997.

Par taille d'entreprise, le solde d'opinion des petites entreprises s'établit à -35, niveau stable et très nettement inférieur à sa moyenne sur 10 ans (-10). Pour elles, le ralentissement de l'activité s'est stabilisé. Le solde d'opinion des entreprises de taille moyenne perd 7 points pour s'établir à -23. Enfin, celui des grandes entreprises enregistre la plus forte baisse (-12 points). Il s'établit à -24.

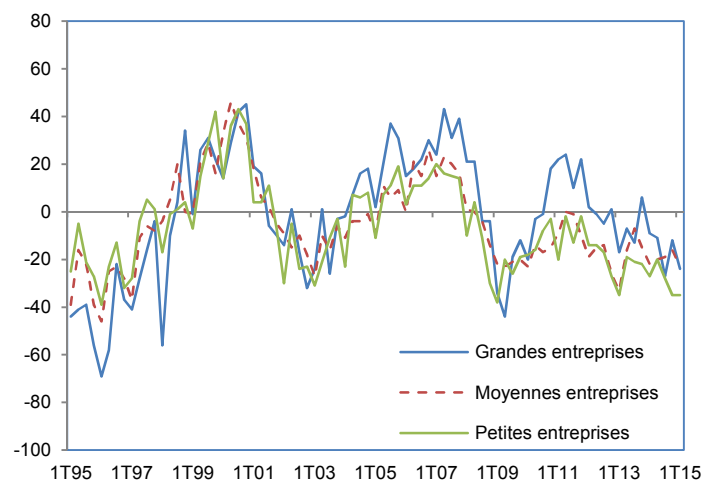
Le niveau des soldes d'opinion par corps d'état montre que l'ensemble des corps d'état enregistre un repli de l'activité. Par rapport au trimestre précédent, seul le Gros Œuvre affiche une progression de son solde d'opinion. C'est le deuxième trimestre consécutif que ce dernier progresse (+6 points après +5 points). Néanmoins, si cette évolution est positive, le niveau de ce solde d'opinion reste inférieur de 10 points à sa moyenne sur 10 ans. Après une légère amélioration au trimestre précédent, les soldes d'opinion des corps d'état de la Couverture-Plomberie-Etanchéité, du Génie Climatique-Isolation et de l'Electricité sont de nouveau en baisse.

L'activité est en baisse sur tous les marchés.

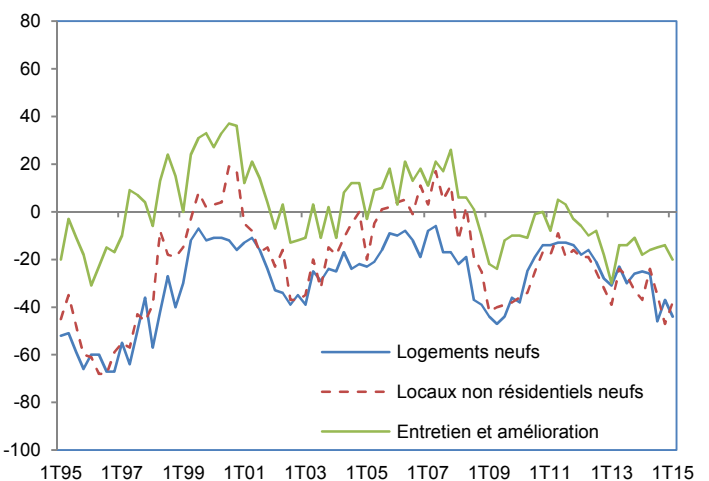
Le solde d'opinion concernant l'activité des entreprises sur **le marché de la construction neuve de logements** baisse de 7 points pour s'établir à -44. Après avoir perdu 23 points en deux trimestres consécutifs, le solde d'opinion concernant l'activité des entreprises sur **le marché de la construction neuve de locaux** remonte de 9 points. L'activité sur ce marché reste très dégradée en raison de la baisse des autorisations et des mises en chantier observée en Ile-de-France.

L'activité sur **le marché de l'entretien-amélioration** s'améliorait lentement tout en restant nettement inférieure à la normale. Au premier trimestre 2015, le solde d'opinion correspondant reperd 6 points pour s'établir à -20. Ainsi, le repli de l'activité s'est de nouveau accéléré sur ce marché.

→ Activité passée par taille d'entreprise



→ Activité passée suivant le type d'ouvrage



1-2 Comment va évoluer votre activité au cours des trois prochains mois ?

→ Perspectives d'activité suivant le type de chantier

	Ensemble du Bâtiment			chantiers publics			chantiers privés		
	en hausse	en baisse	écart	en hausse	en baisse	écart	en hausse	en baisse	écart
1er trimestre 2013	12	31	-19	9	36	-27	15	31	-16
2e trimestre 2013	14	26	-12	11	30	-19	15	24	-9
3e trimestre 2013	14	27	-13	7	34	-27	14	27	-13
4e trimestre 2013	10	30	-20	7	36	-29	13	28	-15
1er trimestre 2014	15	25	-11	8	31	-23	13	22	-9
2e trimestre 2014	13	27	-14	7	34	-27	15	28	-13
3e trimestre 2014	10	35	-25	6	43	-37	14	36	-22
4e trimestre 2014	5	42	-37	3	53	-50	8	39	-31
1er trimestre 2015	11	35	-25	10	46	-36	11	36	-25

Source : FFB Grand Paris - DAEJ - SE

→ Perspectives d'activité par corps d'état

(écarts en en %)	Ensemble du Bâtiment	Gros Œuvre	Menuiserie Bois	Couverture Plomberie Etanchéité	Métallerie	Génie Climatique Isolation	Peinture Finitions	Electricité
1er trimestre 2013	-19	-10	-53	-21	-5	-25	-19	-24
2e trimestre 2013	-12	-6	+3	-27	+3	-10	-4	-23
3e trimestre 2013	-13	-19	-16	-17	-6	+6	-18	-13
4e trimestre 2013	-20	-16	-40	-29	-16	-14	-33	-17
1er trimestre 2014	-11	-10	+4	-24	+7	+3	-18	-16
2e trimestre 2014	-14	-18	+22	-31	-10	-20	-10	-8
3e trimestre 2014	-25	-32	-11	-30	-46	-10	-30	-20
4e trimestre 2014	-37	-31	-43	-45	-27	-15	-58	-45
1er trimestre 2015	-25	-25	-33	-37	-2	-22	-26	-21

Source : FFB Grand Paris - DAEJ - SE

→ Perspectives d'activité par taille d'entreprise

(écarts en en %)	Ensemble du Bâtiment	Grandes entreprises	Moyennes entreprises	Petites entreprises
1er trimestre 2013	-19	-15	-17	-25
2e trimestre 2013	-12	-11	-12	-13
3e trimestre 2013	-13	-9	-15	-15
4e trimestre 2013	-20	-8	-22	-29
1er trimestre 2014	-11	-13	-8	-12
2e trimestre 2014	-14	-9	-17	-17
3e trimestre 2014	-25	-21	-26	-28
4e trimestre 2014	-37	-41	-35	-37
1er trimestre 2015	-25	-32	-17	-25

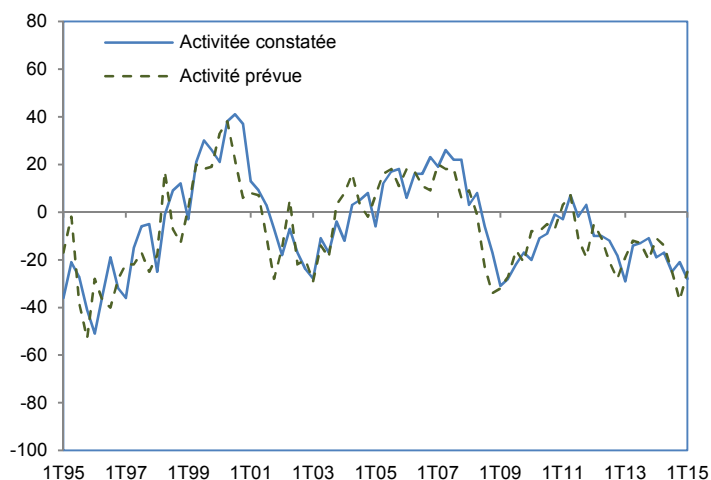
Source : FFB Grand Paris - DAEJ - SE

→ Perspectives d'activité suivant le type d'ouvrage

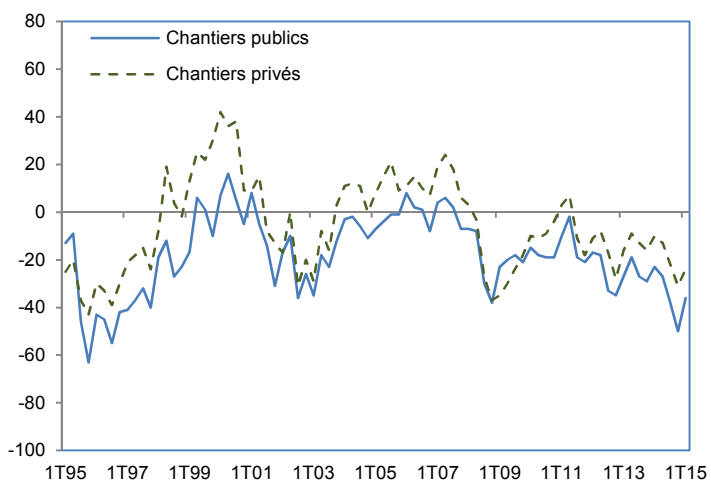
	Logements neufs	Locaux non résidentiels neufs	Entretien - Amélioration
	-22	-26	-15
	-24	-23	-14
	-30	-26	-10
	-26	-31	-17
	-21	-24	-6
	-33	-25	-10
	-44	-32	-21
	-46	-47	-28
	-40	-35	-15

Source : FFB Grand Paris - DAEJ - SE

→ Activité passée et prévue de l'ensemble du Bâtiment



→ Perspectives d'activité suivant le type de chantier



Après avoir atteint son plus bas niveau depuis 1996, le solde d'opinion des chefs d'entreprise concernant **les perspectives d'activité de leurs entreprises** remonte de 12 points pour s'établir à -25. Les perspectives d'activité s'améliorent tout en restant nettement inférieures à la normale.

Ainsi, les résultats de l'enquête de conjoncture laissent augurer une activité dégradée pour le deuxième trimestre 2015.

Les perspectives d'activité des entreprises s'améliorent plus rapidement sur **les chantiers publics** (solde d'opinion à -36, en hausse de 14 points) que sur **les chantiers privés** (solde d'opinion à -25, en hausse de 6 points). Ce rattrapage est lié à la très forte dégradation des perspectives d'activité observée sur les chantiers publics ces derniers trimestres.

Par taille d'entreprise, l'amélioration des perspectives d'activité, qui restent dégradées, est principalement ressentie par les chefs d'entreprise de taille intermédiaire. Leur solde d'opinion progresse de 18 points pour s'établir à -17, niveau toujours inférieur de 10 points à la moyenne sur 10 ans. Les chefs d'entreprise de petite taille enregistrent eux aussi une amélioration de leurs perspectives d'activité (solde d'opinion à -25, en hausse de 12 points). De même, leur solde d'opinion reste inférieur à sa moyenne sur 10 ans (-11). A -32, le niveau du solde d'opinion des chefs d'entreprise de grande taille reste inférieur de 31 points à sa moyenne sur 10 ans.

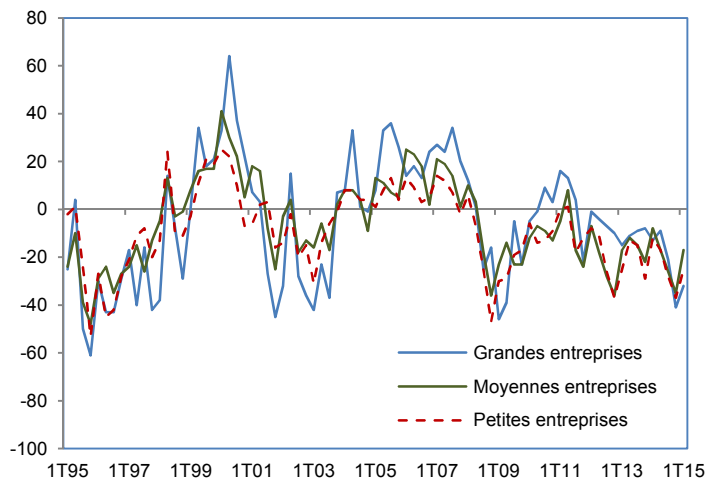
Le niveau des soldes d'opinion par corps d'état montre que l'ensemble des corps d'état a des perspectives d'activité dégradées. Par rapport au trimestre précédent, l'ensemble des corps d'état enregistre une hausse de leur solde d'opinion à l'exception du Génie Climatique-Isolation dont le solde d'opinion s'établit à -22, en baisse pour le deuxième trimestre consécutif (-7 points après -5 points). Le solde d'opinion des chefs d'entreprise du Gros Œuvre progresse pour le deuxième trimestre consécutif (+6 points après +1 point). Cette progression n'efface pas la chute enregistrée au troisième trimestre 2014 (14 points). De même, celui des chefs d'entreprise de la Métallerie progresse pour le deuxième trimestre consécutif (+25 points après +19 points).

Malgré une légère amélioration, les perspectives d'activité restent dégradées sur l'ensemble des marchés.

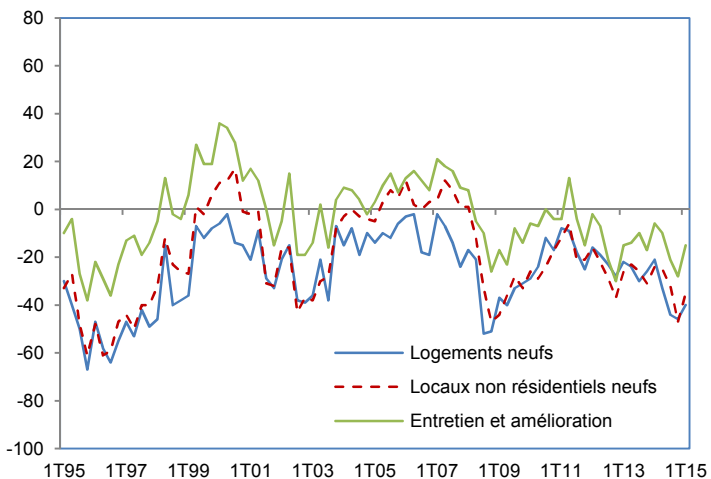
Les perspectives d'activité sur **le marché de la construction neuve (logements et locaux)** sont moroses. Les soldes d'opinion correspondants s'établissent à -40 et à -35. Après trois trimestres consécutifs de baisse, ils progressent de, respectivement, 6 points et 12 points. Leur niveau reste inférieur à leur moyenne sur 10 ans de, respectivement, 17 points et 18 points.

Malgré une progression de 13 points du solde d'opinion correspondant, les perspectives d'activité sur **le marché de l'entretien-amélioration** restent moroses. A -15, le solde d'opinion est inférieur de 11 points à la moyenne sur 10 ans.

→ Perspectives d'activité par taille d'entreprise



→ Perspectives d'activité suivant le type d'ouvrage

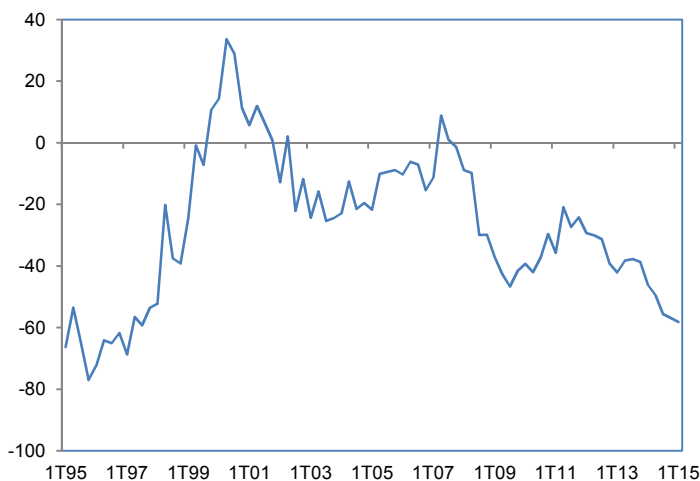


2- Les carnets de commandes

2-1 Comment se situe votre carnet de commandes pour cette période de l'année ?

	supérieur à la normale	inférieur à la normale	écart
1er trimestre 2013	4	47	-43
2e trimestre 2013	6	44	-38
3e trimestre 2013	6	44	-38
4e trimestre 2013	6	45	-39
1er trimestre 2014	4	51	-47
2e trimestre 2014	4	53	-49
3e trimestre 2014	2	58	-56
4e trimestre 2014	5	61	-56
1er trimestre 2015	3	62	-59

Source : FFB Grand Paris - DAEJ - SE



2-2 Nombre de mois de travail assurés par votre carnet actuel avec une utilisation à plein temps des effectifs

De par sa définition, trois variables influencent l'évolution du carnet de commandes : le stock de commandes, les effectifs et le chiffre d'affaires.

	Grandes entreprises	Moyennes entreprises	Petites entreprises	Ensemble du Bâtiment
1er trimestre 2013	8,8	5,1	3,8	5,8
2e trimestre 2013	9,3	5,2	4,1	6,1
3e trimestre 2013	9,0	5,0	4,0	5,9
4e trimestre 2013	8,7	4,6	3,5	5,5
1er trimestre 2014	8,8	4,7	3,5	5,6
2e trimestre 2014	9,2	4,4	3,7	5,7
3e trimestre 2014	8,8	4,6	3,6	5,6
4e trimestre 2014	7,5	4,3	3,4	5,0
1er trimestre 2015	8,1	4,8	3,7	5,5

Source : FFB Grand Paris - DAEJ - SE

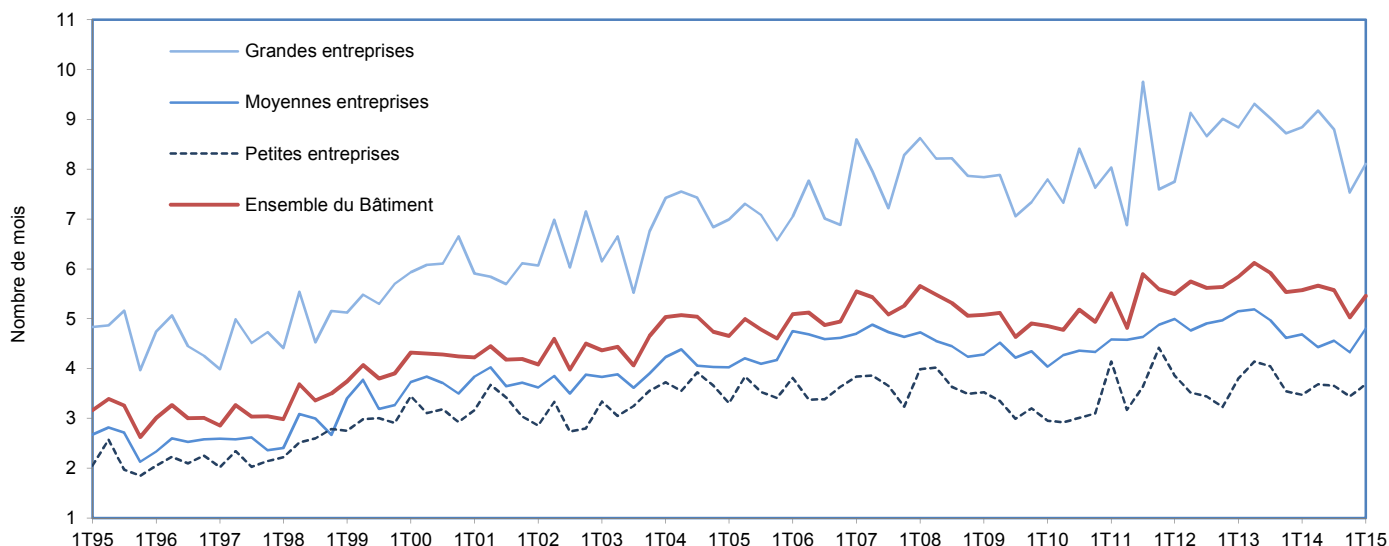
Le carnet de commandes moyen progresse de +0,5 mois pour s'établir à 5,5 mois, niveau supérieur à sa moyenne sur 10 ans (5,3 mois).

Par taille d'entreprise, le carnet de commandes moyen varie de 3,7 mois pour les petites à 8,1 mois pour les grandes. Par corps d'état, il varie de 3,3 mois dans le Métal à 6,9 mois dans le Gros Œuvre.

38% (-7 points) des entreprises ont un carnet de commandes inférieur ou égal à 2 mois.

62% (+1 points) des entrepreneurs jugent que leur carnet de commandes est inférieur à la normale. Cette part a progressé de 11 points en un an.

Graphique 5 : évolution du carnet de commandes par taille d'entreprise



3- La capacité de production des entreprises

3-1 Existe-t-il des obstacles à l'accroissement de votre activité ?

(en %)	oui	non
1er trimestre 2013	69	31
2e trimestre 2013	69	31
3e trimestre 2013	63	37
4e trimestre 2013	65	35
1er trimestre 2014	67	33
2e trimestre 2014	64	36
3e trimestre 2014	67	33
4e trimestre 2014	69	31
1er trimestre 2015	72	28

Source : FFB Grand Paris - DAEJ - SE

L'activité est contrainte pour 72% des entreprises (+3 points par rapport au trimestre précédent et +5 points par rapport au premier trimestre 2014). Ce niveau est nettement supérieur à la moyenne sur 10 ans (64%).

Le principal obstacle rencontré par les entreprises dont l'activité est contrainte reste la demande insuffisante. Ce facteur est cité par 74% d'entre elles (+3 points par rapport au premier trimestre 2014).

Les contraintes financières sont citées par 26% d'entre elles, niveau supérieur à la moyenne de longue période (17%). Depuis la forte progression observée au quatrième trimestre 2011, les contraintes financières se sont installées comme une préoccupation majeure des chefs d'entreprise du Bâtiment d'Ile-de-France.

L'insuffisance de personnel est citée par 14% (-8 points sur un an) d'entre elles, niveau nettement inférieur à la moyenne sur 10 ans (47%).

3-2 Quels sont les obstacles à l'accroissement de l'activité des entreprises ?

(en %)	demande insuffisante	conditions climatiques défavorables	insuffisance de personnel	insuffisance équipement et matériel	contraintes financières	difficultés d'approvisionnement
1er trimestre 2013	67	14	27	1	26	2
2e trimestre 2013	62	12	27	2	29	4
3e trimestre 2013	62	5	28	1	28	3
4e trimestre 2013	67	6	23	2	23	6
1er trimestre 2014	71	4	22	1	22	4
2e trimestre 2014	67	1	19	1	25	3
3e trimestre 2014	71	2	15	1	25	3
4e trimestre 2014	75	4	14	2	25	4
1er trimestre 2015	74	2	14	1	26	4

Source : FFB Grand Paris - DAEJ - SE

NB : total supérieur à 100%, car plusieurs réponses sont possibles à cette question.

3-3 Si vous receviez plus de commandes, pourriez-vous accroître votre production avec vos moyens actuels ?

→ opinion des entrepreneurs

(en %)	oui	non
1er trimestre 2013	78	22
2e trimestre 2013	75	25
3e trimestre 2013	70	30
4e trimestre 2013	70	30
1er trimestre 2014	76	24
2e trimestre 2014	77	23
3e trimestre 2014	79	21
4e trimestre 2014	84	16
1er trimestre 2015	79	21

Source : FFB Grand Paris - DAEJ - SE

→ si oui, de combien ?

(en %)	ensemble bâtiment	Gros Œuvre	Autres corps d'état
1er trimestre 2013	21,0	21,5	20,7
2e trimestre 2013	19,4	18,3	19,9
3e trimestre 2013	20,5	20,8	20,4
4e trimestre 2013	21,4	24,1	20,1
1er trimestre 2014	21,2	24,1	19,9
2e trimestre 2014	19,7	20,3	19,4
3e trimestre 2014	21,4	25,5	19,4
4e trimestre 2014	21,2	26,5	18,7
1er trimestre 2015	22,6	28,6	19,8

Source : FFB Grand Paris - DAEJ - SE

4- La situation financière des entreprises

4-1 Quelle est votre situation financière par rapport à la période précédente ? (ensemble du Bâtiment)

(en %)	meilleure	plus mauvaise	écart
1er trimestre 2013	5	32	-27
2e trimestre 2013	7	33	-26
3e trimestre 2013	4	33	-29
4e trimestre 2013	12	24	-12
1er trimestre 2014	8	32	-24
2e trimestre 2014	4	28	-24
3e trimestre 2014	6	28	-22
4e trimestre 2014	9	28	-19
1er trimestre 2015	7	32	-25

Source : FFB Grand Paris - DAEJ - SE

La situation financière des entreprises est préoccupante.

32% des chefs d'entreprises ont enregistré une dégradation de leur situation financière au premier trimestre 2015.

Le solde d'opinion concernant la situation financière des entreprises perd 6 points. A -25, il est inférieur de 12 points à sa moyenne sur 10 ans.

La situation financière des entreprises est dégradée en raison du défaut de paiement des clients, du ralentissement de l'activité et des prix anormalement bas (*source enquête complémentaire*).

4-2 Evolution des délais de paiement par type de clientèle

(en %)	ensemble de la clientèle			clientèle publique			clientèle privée		
	se raccourcir	se rallonger	écart	se raccourcir	se rallonger	écart	se raccourcir	se rallonger	écart
1er trimestre 2013	1	45	-44	1	46	-45	1	46	-45
2e trimestre 2013	1	45	-44	1	44	-43	1	45	-44
3e trimestre 2013	1	46	-45	1	44	-43	1	43	-42
4e trimestre 2013	3	41	-38	2	39	-37	3	42	-39
1er trimestre 2014	1	43	-42	1	46	-45	4	39	-35
2e trimestre 2014	0	45	-45	2	49	-47	0	46	-46
3e trimestre 2014	0	44	-44	0	46	-46	1	45	-44
4e trimestre 2014	2	46	-44	2	48	-46	2	43	-41
1er trimestre 2015	1	45	-44	0	44	-44	2	43	-41

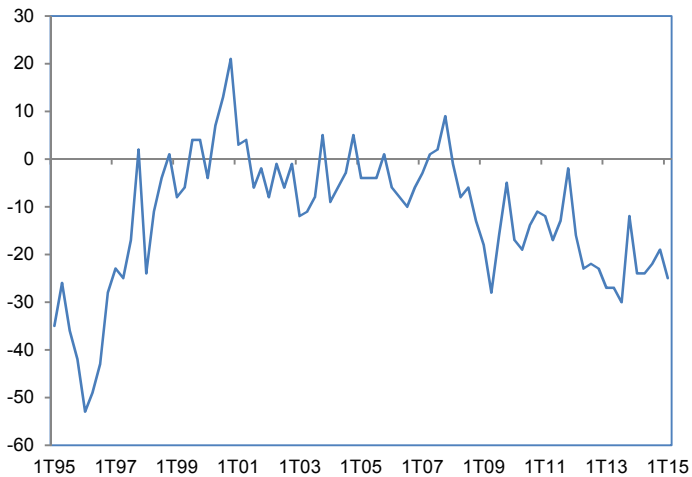
Source : FFB Grand Paris - DAEJ - SE

4-3 Evolution des retards de paiement par type de clientèle

(en %)	ensemble de la clientèle			clientèle publique			clientèle privée		
	diminuer	augmenter	écart	diminuer	augmenter	écart	diminuer	augmenter	écart
1er trimestre 2013	2	45	-43	1	39	-38	2	43	-41
2e trimestre 2013	2	50	-48	3	45	-42	3	47	-44
3e trimestre 2013	2	50	-48	1	43	-42	2	48	-46
4e trimestre 2013	4	50	-46	3	38	-35	4	50	-46
1er trimestre 2014	7	48	-41	6	46	-40	6	40	-34
2e trimestre 2014	5	45	-40	3	43	-40	2	46	-44
3e trimestre 2014	5	47	-42	4	37	-33	5	53	-48
4e trimestre 2014	8	46	-38	6	46	-40	7	43	-36
1er trimestre 2015	1	46	-45	0	47	-47	1	50	-49

Source : FFB Grand Paris - DAEJ - SE

→ Situation financière des entreprises (ensemble du Bâtiment)

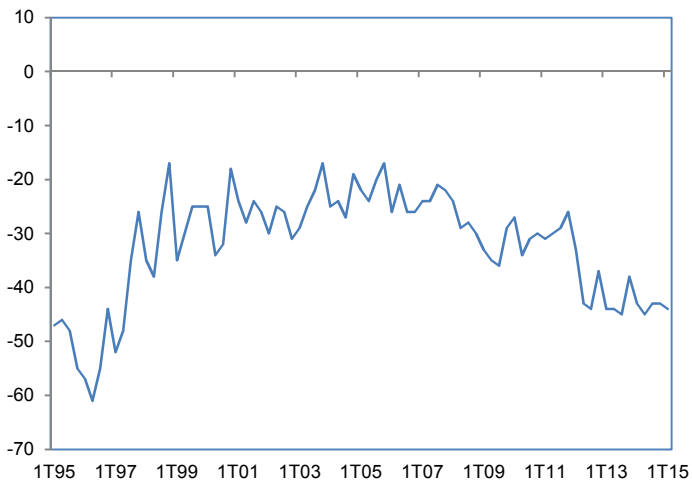


45% des chefs d'entreprise estiment que les **délais de paiement** se sont allongés par rapport au trimestre précédent. 44% (-4 points) des chefs d'entreprise constatent cette évolution avec **leur clientèle publique** et 43% (niveau stable) avec **leur clientèle privée**.

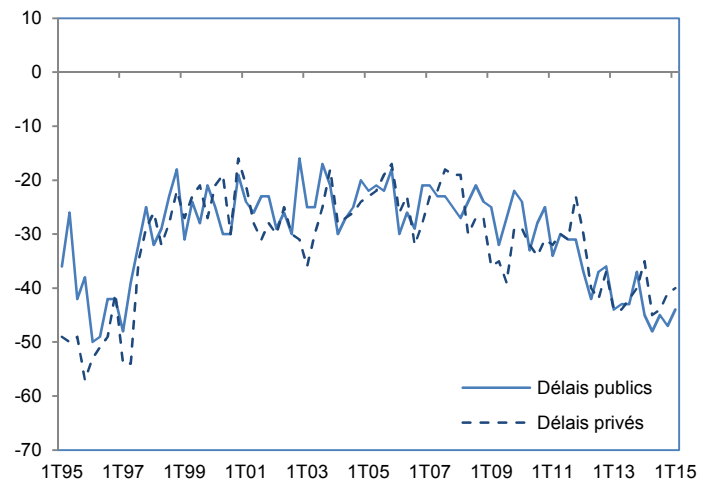
Concernant les retards de paiement, il faut noter la forte augmentation de la part des entreprises qui constatent des retards de paiement avec **leur clientèle privée** (solde en baisse de 13 points).

Les différentes enquêtes disponibles montrent que les entreprises doivent faire face à une combinaison de risques dont notamment : le financement de la différence entre les délais de paiement clients et les délais de paiement fournisseurs, un niveau de marges extrêmement bas et la difficulté d'accès au crédit bancaire pour un certain nombre d'entre-elles.

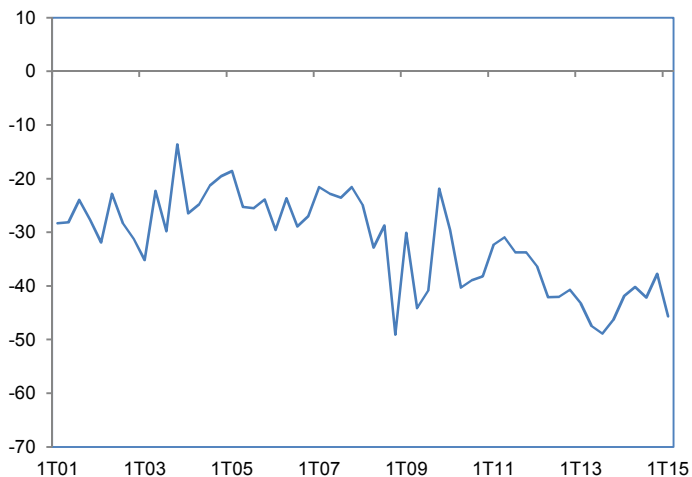
→ Evolution du solde d'opinion concernant :
les délais de paiement de l'ensemble de la clientèle



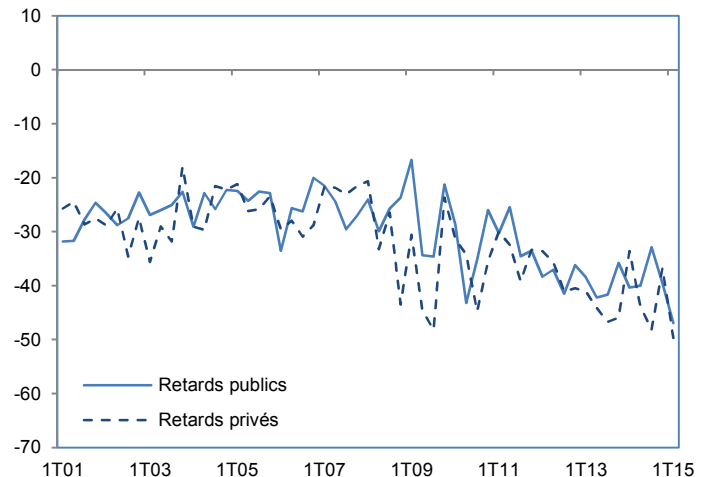
→ Evolution des soldes d'opinion concernant :
les délais de paiement par type de clientèle



→ Evolution du solde d'opinion concernant :
les retards de paiement de l'ensemble de la clientèle



→ Evolution des soldes d'opinion concernant :
les retards de paiement par type de clientèle



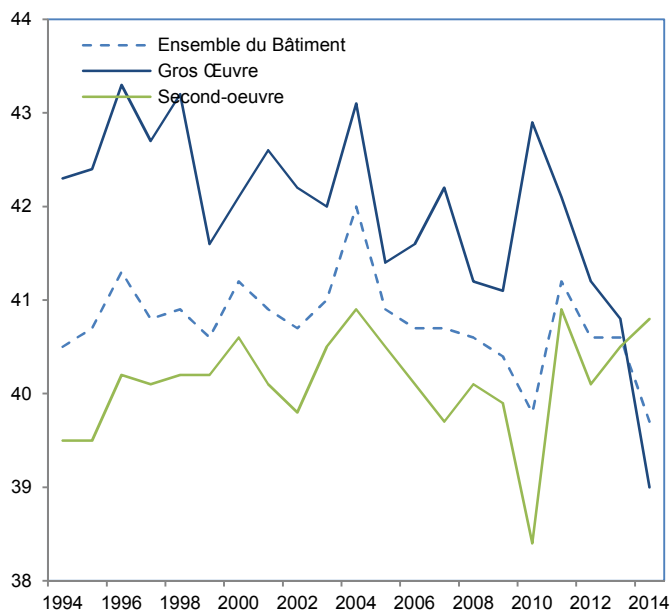
5- L'emploi

5-1 Quel est l'âge moyen de votre personnel ?

(en %)	Ensemble du Bâtiment	Gros Œuvre	Autres corps d'état
2010	39,8	42,9	38,4
2011	41,2	42,1	40,9
2012	40,6	41,2	40,1
2013	40,6	40,8	40,5
2014	39,7	39,0	40,8
2015	40,7	40,2	40,9

Source : FFB Grand Paris - DAEJ - SE

L'âge moyen du personnel des entreprises ayant répondu à l'enquête de conjoncture est de 40,7 ans (+1 an par rapport à 2014). L'âge moyen dans le Gros Œuvre est de 40,2 ans (+1,2 an par rapport à 2014) contre 40,9 ans dans les autres corps d'état (+0,1 an par rapport à 2014). Le renouvellement insuffisant de la population salariée du Bâtiment en Ile-de-France est une autre conséquence du manque d'activité.

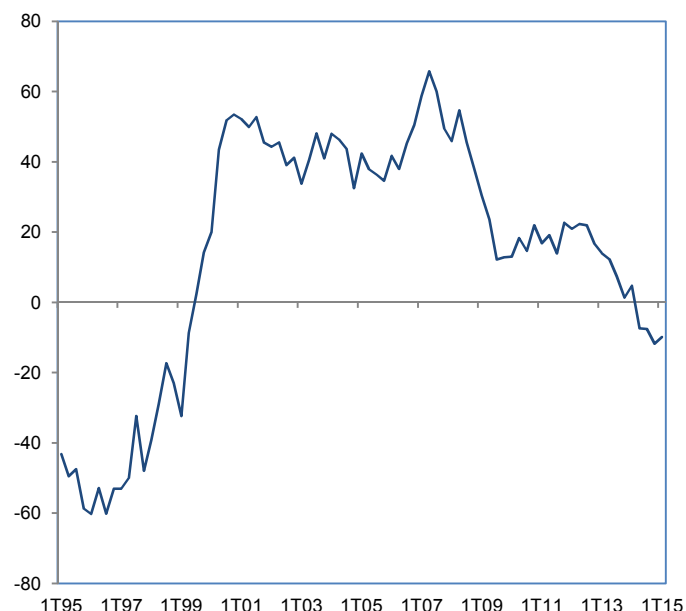


5-2 Ecrivez-vous des difficultés de recrutement ?

(en %)	oui	non	écart
1er trimestre 2013	57	43	+14
2e trimestre 2013	56	44	+12
3e trimestre 2013	54	46	+8
4e trimestre 2013	51	49	+2
1er trimestre 2014	52	48	+4
2e trimestre 2014	46	54	-8
3e trimestre 2014	46	54	-8
4e trimestre 2014	44	56	-12
1er trimestre 2015	45	55	-10

Source : FFB Grand Paris - DAEJ - SE

45% des chefs d'entreprises éprouvent des **difficultés de recrutement**, niveau inférieur de 18 points à la moyenne sur 10 ans. Dans le contexte actuel, marqué par la faiblesse de l'activité, la part des entreprises confrontées à une insuffisance de personnel est faible ce qui diminue les besoins en recrutement.



5-3 Pour quel type de personnel éprouvez-vous des difficultés de recrutement ?

(en %)	ouvriers d'exécution	ouvriers professionnels	ETAM	cadres
1er trimestre 2014	6	34	57	46
2e trimestre 2014	3	33	50	46
3e trimestre 2014	4	24	44	40
4e trimestre 2014	4	22	47	36
1er trimestre 2015	3	23	39	44

NB : total supérieur à 100%, car plusieurs réponses sont possibles à cette question.

Source : FFB Grand Paris - DAEJ - SE

Pour les entreprises qui rencontrent des difficultés de recrutement (45% des entreprises), le nouveau point noir est le recrutement de cadres. Suivent le recrutement d'ETAM et d'ouvriers professionnels. En effet :

- 44% de ces entreprises signalent des difficultés à recruter des cadres (-2 points sur un an),
- 39% de ces entreprises signalent des difficultés à recruter des ETAM (-18 points sur un an),
- 23% de ces entreprises signalent des difficultés à recruter des ouvriers professionnels (-11 point sur un an).

5-4 Formez-vous des apprentis ?

(en %)	oui	non
1er trimestre 2013	70	30
2e trimestre 2013	69	31
3e trimestre 2013	67	33
4e trimestre 2013	69	31
1er trimestre 2014	67	33
2e trimestre 2014	66	34
3e trimestre 2014	67	33
4e trimestre 2014	70	30
1er trimestre 2015	68	32

Source : FFB Grand Paris - DAEJ - SE

68% des chefs d'entreprise du Bâtiment en Ile-de-France **forment des apprentis**. Ce taux, très élevé, s'explique par l'implication forte des chefs d'entreprise du Bâtiment dans la transmission du savoir.

Après s'être stabilisé au quatrième trimestre, **le rythme des destructions d'emploi** s'est de nouveau accéléré au premier trimestre. Le solde d'opinion s'établit à -23, en baisse de 3 points. C'est le **niveau le plus bas enregistré depuis le troisième trimestre 1997**.

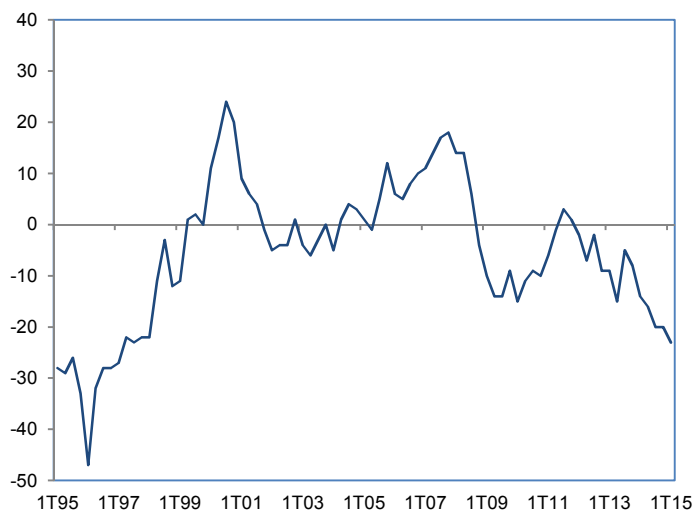
Le solde d'opinion relatif aux **perspectives d'emploi** s'établit à -22, niveau inférieur de 23 points à la moyenne sur 10 ans. Le solde d'opinion a perdu 18 points en un an.

On remarque que les perspectives d'emploi réagissent très fortement à l'évolution des perspectives d'activité, que ce soit à la hausse ou à la baisse, soulignant ainsi la baisse des marges de manœuvre des entreprises. Celles-ci ont, jusqu'à présent, démontré leur volonté de maintenir l'outil de production malgré une activité en baisse et des contraintes financières en hausse depuis plus de 2 ans.

5-5 Comment ont évolué vos effectifs totaux (salariés ou non) ces trois derniers mois ?

(en %)	en hausse	stable	en baisse	écart
1er trimestre 2013	11	69	20	-9
2e trimestre 2013	8	69	23	-15
3e trimestre 2013	14	67	19	-5
4e trimestre 2013	12	68	20	-8
1er trimestre 2014	10	66	24	-14
2e trimestre 2014	10	64	26	-16
3e trimestre 2014	8	64	28	-20
4e trimestre 2014	8	64	28	-20
1er trimestre 2015	8	61	31	-23

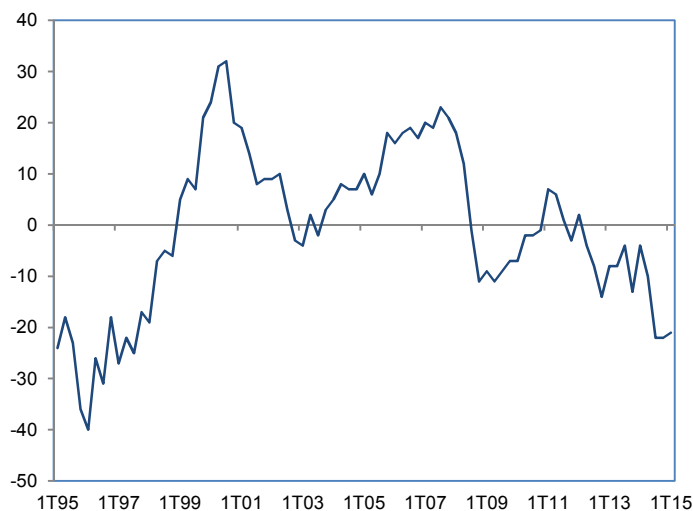
Source : FFB Grand Paris - DAEJ - SE



5-6 Comment vont évoluer vos effectifs totaux (salariés ou non) ces trois prochains mois ?

(en %)	en hausse	stable	en baisse	écart
1er trimestre 2013	10	72	18	-8
2e trimestre 2013	9	75	16	-7
3e trimestre 2013	11	74	15	-4
4e trimestre 2013	7	73	20	-13
1er trimestre 2014	9	78	13	-4
2e trimestre 2014	8	74	18	-10
3e trimestre 2014	6	66	28	-22
4e trimestre 2014	4	69	27	-23
1er trimestre 2015	5	68	27	-22

Source : FFB Grand Paris - DAEJ - SE



6- Les investissements des entreprises

6-1 Avez-vous effectué des investissements ?

(en %)	Ensemble du Bâtiment			Gros Œuvre			Autres corps d'état		
	oui	non	écart	oui	non	écart	oui	non	écart
2008	51	49	+2	62	38	+24	46	54	-8
2009	55	45	+10	60	40	+20	52	48	+4
2010	52	48	+4	57	43	+14	50	50	0
2011	49	51	-2	53	47	+6	47	53	-6
2012	50	50	0	61	39	+22	45	55	-10
2013	49	51	-1	56	44	+12	46	54	-8
2014	51	49	+2	56	44	+12	49	51	-2

NB : Indicateur élaboré chaque année au premier trimestre pour l'année écoulée

Source : FFB Grand Paris - DAEJ - SE

6-2 Quelle est l'objectif de vos investissements ?

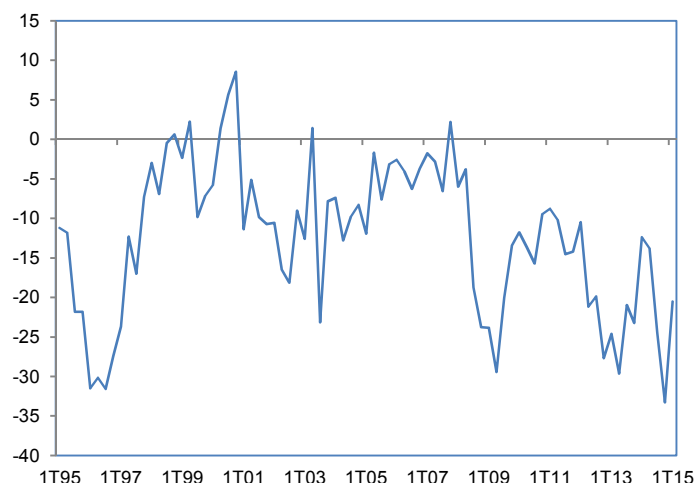
(en %)	Ensemble du Bâtiment		Gros Œuvre		Autres corps d'état	
	renouvellement	extension de capacité	renouvellement	extension de capacité	renouvellement	extension de capacité
2008	80,0	20,0	82,6	17,4	79,0	21,0
2009	80,8	19,2	81,9	18,1	80,3	19,7
2010	81,4	18,6	80,7	19,3	81,7	18,3
2011	79,8	20,2	78,8	21,2	80,2	19,8
2012	79,2	20,8	80,0	20,0	78,8	21,2
2013	78,2	21,8	79,7	20,3	77,4	22,6
2014	78,8	21,2	76,7	23,3	79,8	20,2

Source : FFB Grand Paris - DAEJ - SE

6-3 Comment estimez-vous le niveau de vos dépenses d'investissement par rapport à l'année précédente ?

(en %)	en hausse	en baisse	écart
1er trimestre 2013	9	33	-24
2e trimestre 2013	10	39	-29
3e trimestre 2013	8	29	-21
4e trimestre 2013	9	33	-24
1er trimestre 2014	14	26	-12
2e trimestre 2014	14	28	-14
3e trimestre 2014	8	32	-24
4e trimestre 2014	7	40	-33
1er trimestre 2015	10	31	-21

Source : FFB Grand Paris - DAEJ - SE



Malgré une conjoncture déprimée, 51% des entreprises ont déclaré avoir réalisé des investissements en 2014 (+ 2 points par rapport à 2013). La part d'entreprise réalisant des investissements se rapproche du niveau observé avant la crise de 2007. 21,2% de leurs investissements ont été consacrés aux extensions de capacité (contre 30,7% avant la crise de 2007).

Par corps d'état, la part des entreprises de Gros Œuvre qui ont déclaré avoir fait des investissements au cours de l'année précédente est stable. En revanche, la part de leurs investissements consacrés aux extensions de capacité progresse de 3 points. Dans les autres corps d'état, 20,2% des investissements sont consacrés aux extensions de capacité (-2,4 points).

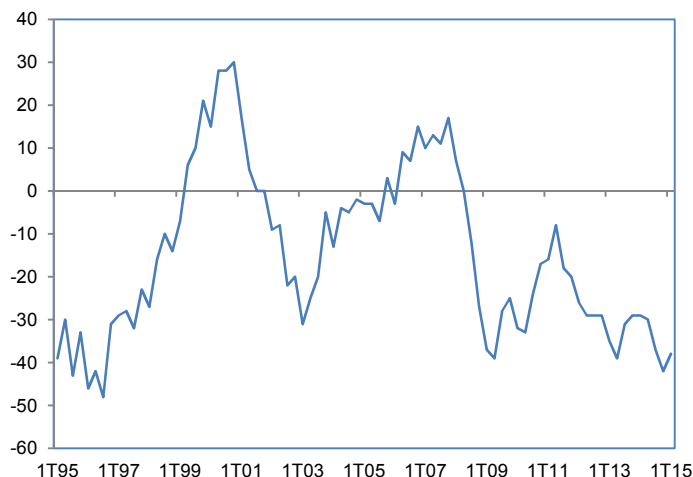
Alors qu'en fin d'année 2014, 40% des chefs d'entreprise estimaient que leur capacité d'investissement serait réduite en 2015 par rapport au niveau atteint en 2014, cette proportion baisse de 9 points pour s'établir à 31%. La part des chefs d'entreprise qui anticipent une hausse de leurs investissements progresse de 3 points pour atteindre 10%. Cette progression est néanmoins trop faible pour traduire un retour, même timide, de la confiance des chefs d'entreprise concernant l'évolution de l'activité à long terme.

7- Les Prix

→ opinion sur l'évolution des prix sur l'ensemble des marchés du bâtiment dans les trois prochains mois (en %)

(en %)	en hausse	en baisse	écart
1er trimestre 2013	2	37	-35
2e trimestre 2013	3	41	-38
3e trimestre 2013	4	35	-31
4e trimestre 2013	5	35	-30
1er trimestre 2014	6	34	-28
2e trimestre 2014	2	32	-30
3e trimestre 2014	3	39	-36
4e trimestre 2014	4	46	-42
1er trimestre 2015	1	39	-38

Source : FFB Grand Paris - DAEJ - SE



Les prix sont attendus en baisse pour le deuxième trimestre 2015 par 39% des sondés (-7 points par rapport au trimestre précédent). Seuls 1% des chefs d'entreprise anticipent une hausse des prix. Le solde d'opinion remonte de 4 points pour s'établir à -38, niveau nettement inférieur à la moyenne sur 10 ans (-13). Le corps d'état le plus touché est l'Electricité. Il est suivi par la Couverture-Plomberie-Etanchéité.

Le maintien des prix à des niveaux anormalement bas renforce les difficultés financières des entreprises déjà affectées par les délais et les retards de paiement. Les prix trop bas et la concurrence déloyale sont donc une préoccupation majeure des chefs d'entreprise.

8- La tendance générale du bâtiment

8-1 La tendance générale prévue du Bâtiment en Ile-de-France

Sur un an, le moral des chefs d'entreprise baisse de 6 points. La part des chefs d'entreprise qui anticipent une baisse d'activité dans le secteur du Bâtiment en Ile-de-France augmente de 7 points sur un an pour s'établir à 41%.

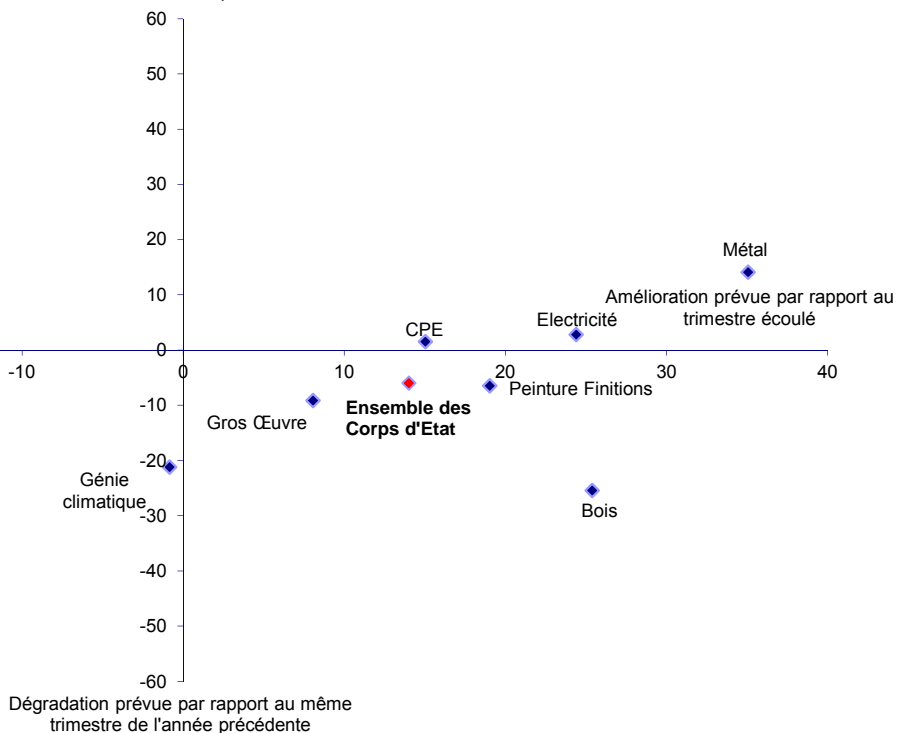
Dégradation prévue par rapport au trimestre écoulé

-40 -30 -20 -10 0 10 20 30 40 50 60

Après trois trimestres consécutifs de baisse, le solde d'opinion concernant **la tendance générale de l'activité du Bâtiment en Ile-de-France** remonte de 14 points tout en restant nettement inférieur à la moyenne. A -34, le solde d'opinion exprime le scepticisme des chefs d'entreprise concernant tout scénario de sortie de crise prochaine.

Tous corps d'état confondus, le moral des chefs d'entreprise du Bâtiment d'Ile-de-France est nettement inférieur à la moyenne sur 10 ans (-16).

Amélioration prévue par rapport au même trimestre de l'année précédente

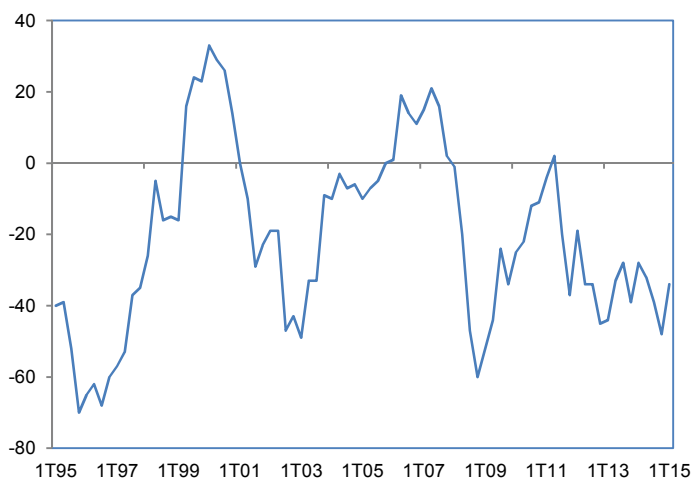


Dégradation prévue par rapport au même trimestre de l'année précédente

8-2 Quelle évolution de l'activité vous paraît la plus probable dans les trois prochains mois pour l'ensemble de l'industrie du bâtiment ?

(en %)	en hausse	stable	en baisse	écart
1er trimestre 2013	4	47	49	-45
2e trimestre 2013	6	55	39	-33
3e trimestre 2013	7	59	34	-27
4e trimestre 2013	5	50	45	-40
1er trimestre 2014	6	60	34	-28
2e trimestre 2014	4	59	37	-33
3e trimestre 2014	5	51	44	-39
4e trimestre 2014	3	46	51	-48
1er trimestre 2015	7	52	41	-34

Source : FFB Grand Paris - DAEJ - SE



41% des chefs d'entreprise anticipent une dégradation du climat des affaires dans le Bâtiment en Ile-de-France au deuxième trimestre 2015. Cette part baisse de 10 points tout en restant nettement supérieure à la moyenne sur 10 ans (27 %).

Les résultats de l'enquête trimestrielle de conjoncture FFB Grand Paris - INSEE montrent que le climat conjoncturel est resté très difficile au premier trimestre 2015, dans la continuité des trimestres précédents. Il faut néanmoins noter la légère remontée des solde d'opinion concernant les perspectives d'activité, l'évolution des prix et le moral des chefs d'entreprise ainsi que la légère remontée du carnet de commandes moyen. Le rythme d'amélioration de la conjoncture est cependant trop lent. Sans retour de la croissance et des prix, il sera difficile de limiter les conséquences sur l'emploi de cette crise exceptionnellement longue.

8-3 Opinion par corps d'état concernant l'évolution la plus probable de l'activité dans les trois prochains mois pour l'ensemble de l'industrie du Bâtiment

(en %)	Ensemble du Bâtiment	Gros Œuvre	Menuiserie Bois	Couverture Plomberie Etanchéité	Métallerie	Génie Climatique Isolation	Peinture Finitions	Electricité
Au 1er trimestre 2015								
En hausse	7	7	0	6	21	4	6	6
stable	52	52	54	53	40	56	50	56
En baisse	41	41	46	41	39	40	44	38
écarts	-34	-34	-46	-35	-18	-36	-38	-32

Source : FFB Grand Paris - DAEJ - SE

Au 1er trimestre 2014

En hausse	6	3	10	4	3	16	6	5
stable	60	69	59	55	62	54	57	55
En baisse	34	28	31	41	35	30	37	40
écarts	-28	-25	-21	-37	-32	-14	-31	-35

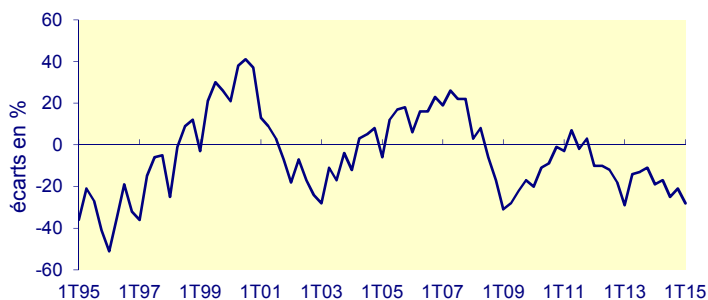
Source : FFB Grand Paris - DAEJ - SE

Les soldes d'opinion concernant la tendance générale du Bâtiment en Ile-de-France sont négatifs quel que soit le corps d'état considéré. Ainsi, la part des chefs d'entreprise qui redoutent une baisse de l'activité du Bâtiment en Ile-de-France est-elle supérieure à la moyenne sur 10 ans dans l'ensemble des corps d'état. A l'exception de ceux de la Couverture-Plomberie-Etanchéité, les chefs d'entreprise sont globalement plus pessimistes sur les perspectives du secteur que sur les perspectives de leur entreprise.

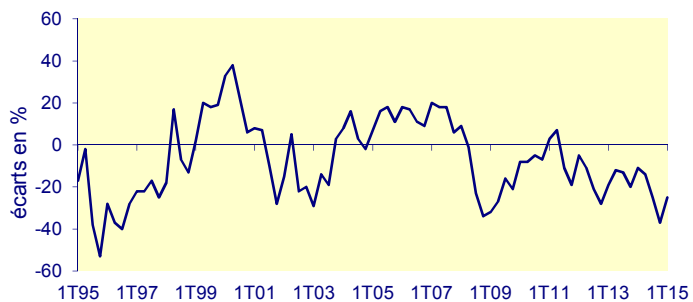
Le moral des chefs d'entreprise de la Couverture-Plomberie-Etanchéité, du Métal et de l'Electricité s'améliore par rapport aux résultats de l'enquête du premier trimestre 2014. Le moral des chefs d'entreprise du Bois enregistre la plus forte baisse (-25 points), suivi par celui des chefs d'entreprise du Génie Climatique-Isolation (-21 points).

Opinion des chefs d'entreprise sur ...

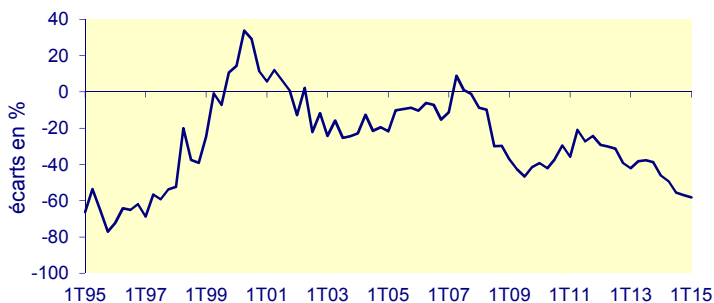
Activité passée



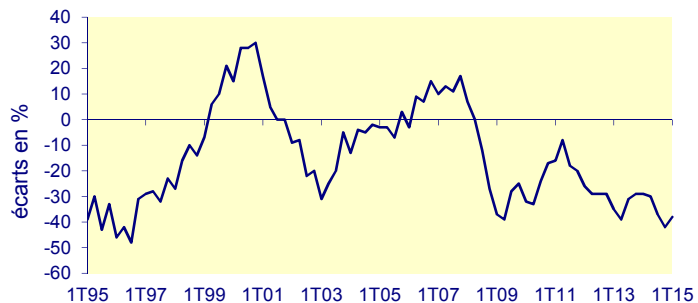
Activité prévue



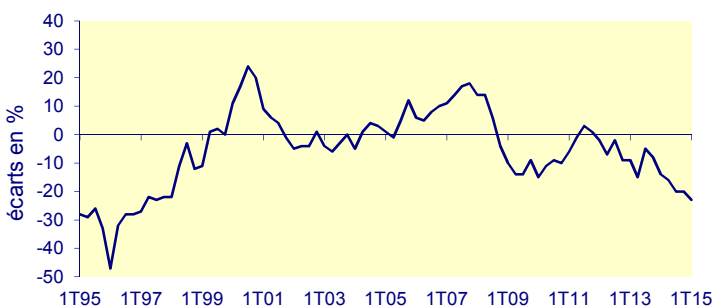
Carnets de commandes



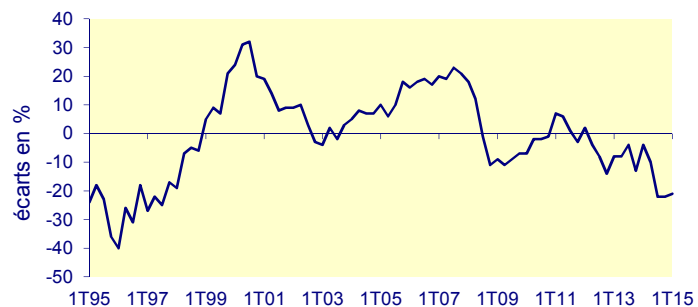
Prix



Effectifs passés



Effectifs prévus



Climat général

